

SUFFRAGE FÉMININ
ET DROITS ÉGAUX
page 9

Le N° 2 Fr. N° 247

7 février 1981

douzième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IV^e Internationale

POLOGNE: Quel avenir pour Solidarność?



*Le PSS
en crise? p. 8*

Le Labour Party britannique
se déplace à gauche :

Une voie pour la gauche du PSS ?

Il devrait être évident que depuis l'avant-dernier week-end de janvier, le Labour Party (parti travailliste) britannique s'est engagé clairement dans un tournant à gauche. En octobre 1980, le congrès du parti avait déjà décidé un programme d'action combatif contre le gouvernement conservateur de Mme Thatcher et le patronat :

- * Lutte pour les 35 heures sans diminution de salaire en réponse au chômage qui touche plus de 2 millions de salarié(e)s.
- * Nationalisation des principaux secteurs économiques.
- * Retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté Economique Européenne (CEE).
- * Mesures vers un désarmement unilatéral.

En soi cela n'a rien de spectaculaire, le Labour ne se trouvant plus au gouvernement. Et ce qui est vrai pour tous les PS l'est également pour le

suite page 3

sommaire

EDITO

Le Labour Party se déplace à gauche :
une voie pour la gauche du PSS 3

SOCIAL

Chimie bâloise : dégel dans la FTCP 4

Fonctionnaires fédéraux : ne pas
baisser les bras 4

Employés de librairie : l'action syndicale,
ça paie 5

Apprentis : pressés comme des citrons 5

POLITIQUE

"Etre solidaires" : la bourgeoisie met
son artillerie lourde en place 3

Le PSS en crise 8

Suffrage féminin — droits égaux,
même combat ? 9

Bienne : aucun appui aux candidats
bourgeois 9

DOSSIER

POLOGNE : où va Solidarność ? 6-7

Le pape, le bureaucrate et le bourgeois 7

La campagne de solidarité 7

INTERNATIONAL

IRAN, la libération des otages : le jeu
du "qui perd gagne" ? 10

ITALIE : 13 000 licenciements
à Montedison 10

CINEMA

Soleure 81, une vue sur quelques films 11

L'ÉVÉNEMENT

GRANDE-BRETAGNE : Congrès du
Labour Party : tournant à gauche et scission 12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50

une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-

une année, enveloppe fermée : fr. 55.-

une année, étranger (Europe) : fr. 80.-

Outre-mer : prendre contact avec nous

abonnement de soutien : fr. 100.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale

1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry — Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47

case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds

case postale 59, 2 800 Delémont 1

case postale 28, 1 700 Fribourg 6

case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02

case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91

case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23

casella postale 225, 6 901 Lugano

SOUSCRIPTION SPÉCIALE "FORMATION PROFESSIONNELLE"

Nos lecteurs et abonnés l'ont
appris récemment : le Parti socia-
liste ouvrier a décidé de lancer
toutes ses forces dans la bataille
pour faire aboutir l'initiative "pour
une formation professionnelle et
un recyclage garantis". Récolter
100 000 signatures n'est pas une
mince affaire : cela demande du
temps, des heures de travail et de
militantisme et aussi de l'argent,
pour le matériel (listes de signatu-
res, tracts, affiches, dépliants, bro-
chures, etc.), pour les tâches admi-
nistratives et pour bien d'autres
choses encore. Aussi lançons-nous
une souscription spéciale "Forma-
tion professionnelle" de

20 000 francs

afin d'assurer un soutien matériel
minimum à notre récolte de signa-
tures.

Nul doute que nos abonnés et
nos lecteurs, conscients de l'enjeu
que représente cette initiative pour
l'ensemble du mouvement ouvrier,
ne nous soutiendront — entre
autres — à coup d'espèces sonnantes
et trébuchantes. A vos tirelires
donc !

VERSEZ VOS DONS
au CCP 80 - 444 57,
SAP-PSO, Zurich,
mention :

"Formation professionnelle".



VIENT DE PARAÎTRE :

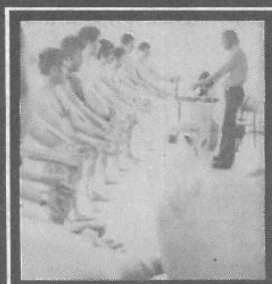
LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN DÉBAT

Création d'ateliers
publics d'apprentissage :
questions et réponses



Parti Socialiste Ouvrier

Pour renforcer l'unité
et la combativité
du mouvement ouvrier
soutenons l'initiative
"Etre solidaires" !



Parti Socialiste Ouvrier

En vente à nos librairies La Taupe, 8bis rue de la Tour, 1 004 Lausanne
et 22 rue Saint-Léger, 1 204 Genève.

Pour une manifestation en faveur des droits égaux le 8 mars 1981 !

Fin janvier 1981, deux manifestations
du 8 mars sont en préparation, vu l'atti-
tude sectaire d'une partie du mouvement
des femmes, qui se veut autonome et à
ce titre s'arroge le droit de décider qui
manifeste et sur quel thème.

L'OFRA, les quelques féministes radica-
les et Femmes en lutte ont d'une part
rejeté une organisation commune de la
manifestation avec les femmes des orga-
nisations mixtes et d'autre part refusé
les "droits égaux" comme thème de
mobilisation. "Femme et armée" sera
donc leur seul axe de ralliement.

En conséquence, des contacts entre
militantes syndicales, du PS, du PSO et
du courant féministe socialiste ont abouti
à l'appel ci-dessous.

(...)

En Suisse, 10 ans après l'obtention du
droit de vote des femmes, c'est L'ÉGA-
LITÉ DES DROITS ENTRE FEMMES
ET HOMMES qui polarise les débats
politiques et l'opinion publique.

C'est sur l'égalité salariale, revendiquée
par les syndicats et partis ouvriers,
mais fermement combattue par les asso-
ciations patronales, que porte l'essentiel
de l'opposition.

Mais c'est aussi l'argument de l'inté-
gration des femmes à l'armée qui est
avancé comme condition de l'égalité des
droits et devoirs par les adversaires. Nous
le rejetons dans une armée qui opprime et
bafoue les droits démocratiques.

La bataille pour les droits égaux n'est
pas encore gagnée. Face à la droite réac-
tionnaire et aux associations patronales
qui s'engagent pour le maintien des inéga-
lités,

NOUS APPELONS

toutes les femmes,
les organisations féministes, politiques
et syndicales,
à faire du 8 mars 1981,
une journée de mobilisation unitaire
pour les droits égaux entre femmes et
hommes.

Cette journée doit être l'occasion de
montrer la force et la volonté des femmes
en Suisse de s'engager activement pour
changer leur condition.

Nous voulons faire du 8 mars 1981,

* Une journée contre les discriminations
sexistes dans la famille, l'école, la for-
mation professionnelle, les salaires et
l'emploi,

* Une journée pour les droits égaux
entre femmes et hommes,

* Une journée qui soit le coup d'envoi
de la campagne pour le Oui le 14 juin
au projet d'article constitutionnel.

Manifestons ensemble à Berne le samedi
7 mars.

Cet appel ("pour manifester pour les
droits égaux") est signé quelques jours
après son lancement par la Coordination
des femmes socialistes romandes, la Com-
mission féminine nationale de la VPOD,
les Femmes pour la Paix et le Progrès de
La Chaux-de-Fonds, le Collectif féministe
socialiste de Bienne et le PSO.

1981 sera marqué par les débats et la
votation de juin sur l'égalité des droits.
Faisons du 8 mars une manifestation pu-
blique de la volonté des femmes de faire
aboutir nos revendications dix ans après
l'obtention du suffrage féminin.

Marie-T.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Béthusy
jusqu'au ve 27 fév. : rétrospective Jean-
Luc Godard. Suite du programme.

lu 9 fév., 19h. : *Pierrot le fou* (1965) avec
Jean-Paul Belmondo et Anna Karina —
21h. : *One plus one* (1968) avec Mick
Jagger et les Rolling Stones.

ve 13 fév., 19h. : *One plus one* — 21h. :
Pierrot le fou.

lu 16 fév., 19h. : *Tout va bien* (1971-72)
avec Jane Fonda et Yves Montand —
21h. : *Made in USA* (1966), avec Jean-
Pierre Léaud et Anna Karina.

me 18 fév., 19h. : *Made in USA* —
21h. : *Tout va bien*.

ve 20 fév., 19h. : *Opération béton — Ici
et ailleurs* (1974) — 21h. : *Numéro
deux* (1975).

lu 23 fév., 19h. : *Numéro deux* — 21h. :
Opération béton — Ici et ailleurs.

me 25 fév., 19h. : *Vent d'Est* (1968)
avec Anne Wiazemski — 21h. : *Comment*

ça va (1975) avec Anne-Marie Miéville.
ve 27 fév., 19h. : *Comment ça va* —
21h. : *Vent d'Est*.

Théâtre municipal
ma 10 fév., 20h.15 : *Bongi Makeba* (la
fille de Myriam Makeba). Concert de
solidarité Swissaid.

Salle des fêtes sous l'église de Vennes
ve 13 fév., 20h. : *Sarcloret*, et d'autres
chanteurs folk.

Théâtre du Vide-Poche, Palud 10
du ma 10 au sa 14 fév., 20h.30 : *Roger
Cunéo chante Chiens et loups*. Fr. 12.-,
ét., appr., AVS : Fr. 9.-.

Octogone de PULLY
ve 27, sa 28 fév. : *Princesse Brambilla*,
d'après Ernest Théodore Amadeus Hoff-
mann (écrivain et musicien allemand)
(1820) par le Théâtre Populaire Romand.

Collections de l'art brut, Bergières 11
du ma 10 fév. jusqu'au 24 mai : acqui-
sitions 1980. 14 à 18h. sauf lu. Je 20 à 22h.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ve 13, sa 14 fév., 20h.30 : *Martin et Léa*,
d'Alain Cavalier (France, 1978).

ma 17, me 18 fév., 20h.30 : *Le saut dans
le vide*, de M. Bellocchio (Italie, 1980).

ve 20, sa 21 fév., 20h.30 : *Blonde Vénus*,
de von Sternberg, avec Marlène Dietrich
(1932).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
ve 13, sa 14 fév., 20h.30 : *Sürü (le trou-
peau)*, de Z. Okten et Y. Güney (Turquie,
1979). Au risque de me répéter, je vous
encourage vivement à aller voir ce film.
ve 20, sa 21 fév., 20h.30 : *Ratataplan*
(Italie, 1979), de et avec Maurizio Nichetti.

GENÈVE

Théâtre de la Comédie
du ma 10 au ve 13 fév., 20h.30 : *Le Living
Theatre dans L'Homme-Masse (Masse-
Mensch)*, d'Ernst Toller (en français);
mise en scène : Judith Malina, décors,
costumes, éclairages : Julian Beck. Loca-

tion : Service culturel Migros-Genève et
Librairie-Kiosque du Boulevard, Genève.

Théâtre de Carouge / Atelier de Genève
jusqu'au di 22 fév. : *Les deux Denise, ou
le Piano du pauvre*, d'Anne Cunéo. Adap-
tation scénique : Armen Godel et Martine
Paschoud.

Pic plouc, impasse rue du Lac
ve 20 fév., 21h. : *Bernard Bigo* (guitare).
me 25 fév., 21h. : *John Renbourn* (guit.).
sa 28 fév., 21h. : *Roger Cunéo* chante des
Chansons de Prévert et Kosma.

Centre de loisirs de Carouge
sa 14 fév., 21h. : *Intercommunal* (Jazz
moderne).

Salle Simon Patiño, av. de Miremont 26
sa 21 fév., 20h.30 : *Fiûtes rencontre*
(Jazz). Org. AMR.

NYON

Le cinématographe, Cinéma Rex
ma 10 fév., 20h.30 : *L'amour handicapé*,
de M. Graf (Suisse, 1979).

Bo Doni

Une voie pour la gauche du PSS ?

Labour : ces partis se préoccupent peu du programme. Une fois arrivés dans les hautes sphères de l'Etat, ils s'en tiennent bien volontiers au cadre que la bourgeoisie leur a fixé.

Toutefois le Labour a connu des changements encore plus décisifs. Les statuts ont été modifiés, en janvier de cette année, de telle façon que le choix du président du parti dépende davantage des syndicats et de la base du parti que des magistrats du Parti travailliste. Ainsi, de manière très certaine, Tony Benn, l'auteur du programme ci-dessus, va devenir président du parti.

Cette évolution revêt une grande importance pour le mouvement ouvrier. Non pas que le Labour va le conduire de victoire en victoire. Mais bien parce que le mouvement ouvrier souffre toujours des défaites désastreuses qui lui ont été infligées par les gouvernements travailliste de droite durant les années 70, paralysant le mouvement syndical et ouvrant au parti conservateur la porte du gouvernement et de la réalisation de son programme d'austérité.

L'importance du tournant à gauche du parti travailliste se mesure à la possibilité offerte aux syndicats d'orienter leur cours plus combatif vers un débouché politique. Les travailleurs pourront plus facilement, à partir de leurs luttes syndicales défensives, viser des percées politiques sans être continuellement handicapés par leur propre parti de masse.

L'aspect significatif de la stratégie de Benn réside dans son programme, basé sur les principales revendications de la classe ouvrière, et non pas dans quelques combats secondaires faisant illusion. Il a une orientation claire, qui manque toujours à la gauche du PSS. Elle se réfugie encore trop souvent dans des discussions philosophiques sur l'autogestion sans indiquer une orientation politique un peu claire.

Le deuxième aspect positif de la victoire de Benn réside dans son attitude sans compromis dans la lutte pour la direction organisationnelle et politique du parti. Trop souvent on a fait l'expérience de beaux programmes aussitôt considérés par la direction du parti — tout occupée qu'elle était à accumuler les strapontins — comme autant de paperasses à ignorer. Benn a, dans ce sens, indiqué sans ambages, que ceux qui étaient responsables de tels agissements n'avaient qu'à faire place nette — même s'ils devaient scissionner. De Bachmann (Zurich), en passant par Schnyder (Bâle) à Meylan (Neuchâtel) jusqu'à Aubert et Ritschard — tous pourraient commencer à redouter la gauche du PSS si celle-ci devait garder en tête les leçons de la victoire de Benn.

L'ouverture opérée par Benn fut possible grâce aux liens que celui-ci a entretenus avec les développements sur le plan syndical. La gauche du PSS a ici aussi beaucoup à apprendre pour espérer — et influencer — une telle évolution. Benn a tendu une oreille attentive aux changements intervenus dans les syndicats depuis la prise du pouvoir des conservateurs et leurs attaques. Il a parfaitement senti les fermentations des oppositions contre la bureaucratie dans la base syndicale et a su les nourrir. Les thèmes de cette opposition syndicale sont devenus son programme.

La gauche du PSS est loin d'une telle compréhension. Elle a été absente de tous les principaux événements syndicaux de ces derniers temps, de la manifestation de la FOBB contre le statut de saisonnier à la grève du SLP. Elle laisse ainsi à la bureaucratie le droit de déployer politiquement le drapeau syndical. La voie Benn est possible — en Suisse également, même avec et malgré toutes les différences de développement de la force du mouvement ouvrier. Il manque encore toutefois les grandes forces sociales dont les coups de boutoir sont à l'origine d'une telle évolution.

Notre parti, le Parti socialiste ouvrier, tout comme notre organisation sœur en Grande-Bretagne, n'est pas de ceux qui attendent les coups de boutoir avant de faire quelque chose d'utile. Nous ne voulons pas espérer une victoire de la bourgeoisie pour mieux nous réveiller ensuite, comme les sociaux-démocrates le font si volontiers. C'est pourquoi nous prenons déjà aujourd'hui l'initiative au niveau politique et syndical. Et donc nous invitons tous les militants du PS à un travail commun, car nous n'avons pas besoin d'une Mme Thatcher en Suisse. Et nous irons aussi plus loin que l'élan de Tony Benn et de ses amis, qui s'arrêtera aux portes des ministères.

Karl Brunner

Des pelures de banane pour arguments

Les premières publications de ce comité d'action nous apprennent aussi que l'angle d'attaque de la campagne bourgeoise sera insidieux. Alors qu'elle avait combattu Schwarzenbach et Oehen entre 1970 et 1977 au nom des valeurs humaines, elle emprunte aujourd'hui son argumentation à Schwarzenbach et à sa peur de la surpopulation étrangère pour lutter contre la première initiative qui réclame réellement une politique plus humaine à l'égard des immigrés. Pour ce faire, elle n'a même pas besoin d'invoquer le maître penseur de la xénophobie en personne. Puisque le Conseil fédéral a repris dans sa politique actuelle l'essentiel des revendications de Schwarzenbach, le comité d'action contre "Etre solidaires" peut se contenter de jouer au défenseur inconditionnel de la politique de stabilisation "raisonnable" de nos autorités suprêmes et mener une campagne à résonance xénophobe tout en affirmant que son objectif est d'éviter la résurgence du fléau de la xénophobie.

Le caractère fallacieux de cette argumentation a déjà été dénoncé dans la dernière brèche (no 246). On aurait cependant tort de sous-estimer l'impact qu'elle peut avoir. Non seulement parce quelle est conçue pour rallier tous ceux qui votèrent pour Schwarzenbach, mais aussi parce que, à l'heure actuelle, le mouvement ouvrier n'avance aucune politique alternative face au contingentement du nombre d'étrangers par des organes policiers de l'Etat bourgeois suisse.

Nous critiquons cette attitude depuis des années.

Pour une alternative ouvrière !

Les 10 millions de travailleurs migrants européens constituent un phénomène durable du capitalisme actuel. Leur existence, comme le déplacement massif des lieux de production vers les zones de bas salaires, exige impérativement la construction d'un mouvement syndical international capable d'organiser la défense des travailleurs par-dessus les frontières nationales, sans recourir à des instances étatiques bourgeoises, dont l'action se retourne toujours en fin de compte contre les travailleurs. Ainsi, il serait par exemple indispensable de pouvoir disposer actuellement d'un réseau européen de permanences syndicales chargées d'une part de renseigner les travailleurs qui veulent émigrer sur le statut juridique, les conditions de travail et les structures syndicales qui les attendent dans le pays d'immigration, et d'autre part d'informer les travailleurs des pays d'immigration sur la réalité socio-économique des régions d'émigration, tout en stimulant par ailleurs les contacts entre travailleurs indigènes et immigrés. Grâce à un tel réseau, il serait possible de donner à la solidarité ouvrière internationale un contenu concret. Les conditions seraient ainsi enfin remplies pour que le mouvement ouvrier puisse développer — au-delà des appareils squelettiques que sont actuellement les officines syndicales internationales — une stratégie permettant de contrer la politique de la bourgeoisie européenne dont l'un des objectifs principaux est d'utiliser l'infériorité du statut des travailleurs migrants pour vider les acquis syndicaux actuels de leur substance.

On est loin du compte !

Malheureusement, le mouvement ouvrier n'en est pas là. Au lieu de renforcer la collaboration

Et voilà le loup qui sort des bois ! Samedi 24 janvier, les mass media ont annoncé la création d'un comité d'action contre l'initiative "Etre solidaires", comité soutenu officiellement par tous les grands partis de droite, le parti radical, le PDC (Parti démocrate-chrétien) et l'UDC (Union démocratique du centre). Il se confirme ainsi que cette initiative suscite de la part de la bourgeoisie suisse une réaction de classe vigoureuse. Ces messieurs tirent profit d'une législation qui empêche la partie immigrée de la classe ouvrière suisse de défendre ses intérêts au même titre que les Suisses, et ils ont décidé d'user de tous les moyens pour éviter de perdre ce privilège. C'est un défi au mouvement ouvrier. Ses forces vives doivent tout faire pour empêcher la droite de transformer cette épreuve en une victoire de ses positions !

"Etre solidaires" :

La bourgeoisie met son artillerie lourde en place !

"Mon Dieu, donnez-moi la force..."



... d'écrabouiller 'Etre solidaires'."

avec les fédérations syndicales des pays d'émigration, le mouvement syndical suisse s'est adressé dès les années 50 en priorité au gouvernement suisse pour réclamer des mesures de contingentement et aujourd'hui encore les POCH et le PSO sont les seules organisations du mouvement ouvrier suisse à refuser de faire figurer le contingentement parmi leurs revendications sur l'immigration. Bien sûr, Richard Müller, actuel président de l'USS, est intervenu fin janvier 1981 devant le Conseil de l'Europe en faveur des travailleurs migrants. Mais qui se fait des illusions sur l'efficacité d'une telle action ? — Tout cela n'est pas de nature à favoriser la confiance des travailleurs dans la capacité du mouvement ouvrier à organiser la défense unitaire de tous les travailleurs employés sur sol suisse.

Des conséquences dangereuses

Alors, se sentant démunis, ils préfèrent se fier à une politique de limitation du nombre de ces travailleurs venus du dehors.

Et les adversaires de l'initiative "Etre solidaires" peuvent espérer, à juste titre, toucher des travailleurs suisses, par le biais d'une

propagande qui laisse entendre que l'initiative "Etre solidaires" entraînerait un nouvel accroissement du nombre d'étrangers en Suisse.

Et les défenseurs de l'initiative seront amenés à dépenser une partie de leurs forces pour essayer de prouver qu'"Etre solidaires" demande aussi la stabilisation du nombre d'étrangers admis en Suisse et que l'accroissement monté en épingle par les adversaires de l'initiative se limite à une affaire de calcul statistique puisqu'il ne concerne pour l'essentiel que les saisonniers, dont l'initiative veut améliorer la situation de droit mais qui sont déjà là sans toutefois apparaître dans les statistiques...

L'état du mouvement ouvrier ne permet pas d'échapper à ce traquenard dans le cadre de la prochaine campagne à venir. Mais on ne peut se limiter à cela. Pour se trouver en meilleure position à l'avenir, il est urgent d'intensifier dès aujourd'hui nos efforts pour amener les organisations syndicales à renforcer leur capacité d'action à l'échelle internationale. Face à la stratégie mondiale du capital, il n'y a pas de salut en dehors de l'essor d'un mouvement ouvrier international !

Faucher

Le nouveau contrat collectif de travail (CCT) pour les entreprises de l'industrie chimique de la région bâloise a été conclu le 9 janvier. Il faut maintenant en tirer le bilan. L'histoire et les résultats de cette négociation en disent long sur l'état et les problèmes, mais aussi sur les développements du mouvement syndical suisse.

Conclusion d'un CCT dans la chimie bâloise

Dégel dans la FTCP

La chronique des événements

Les négociations ont débuté sous des auspices différenciés des habitudes acquises jusqu'à ce jour. La FTCP (Fédération des travailleurs du textile, de la chimie et du papier) avait préparé un contre-rapport à celui du patronat qui dépeignait en noir la situation économique de la branche. Le syndicat avait également fixé l'ordre pour le déroulement des discussions sur les points encore en suspens. Il était exclu de respecter le secret sur les négociations. En d'autres termes le syndicat refusait d'accepter d'emblée le non-recours à une mobilisation publique. Du côté patronal on déclarait — comme d'habitude — que toutes les revendications avaient été soigneusement examinées mais qu'en définitive l'on ne pouvait rien accorder de plus.

Il était ainsi évident que les négociations allaient être ardues. La délégation pour les négociations, de même que la commission du syndicat chargée du contrat, étaient bien préparées à cette situation. Et les membres ? Certes des assemblées s'étaient déroulées, on avait informé, mais l'éventualité d'un résultat inacceptable n'avait pas été préparée. Au lieu d'avoir discuté, dès le départ, sur les actions qui pourraient s'avérer nécessaires, l'accent avait été entièrement mis sur les confrontations dans la salle de négociation.

A la mi-décembre, le résultat au-delà duquel le patronat refusait énergiquement de faire un pas fut présenté. La commission syndicale chargée du contrat décida de proposer aux membres le refus de ce résultat. Cette proposition fut acceptée, sous les applaudissements, par l'assemblée des membres. Par contre, l'accueil de la proposition de compromis présentée par la délégation pour les négociations fut bien moins chaleureux. Des motions demandant son élargissement furent déposées. Les collègues assis sur le podium virent celles-ci d'un mauvais oeil. Selon eux, le patronat n'était pas prêt à entrer en discussion sur d'autres revendications que celles déjà contenues dans la propo-

sition de compromis. Au lieu de diriger la combativité exprimée par les membres dans l'assemblée vers la discussion sur la préparation d'actions de lutte, on "oublia", tout simplement, de soumettre au vote les motions d'élargissement de la proposition de compromis. L'assemblée se termina dans le tumulte. Bien des travailleurs rentrèrent chez eux écoeurés et résignés.

Lors des deux séances de négociations suivantes, le patronat accepta de prolonger le contrat jusqu'au 10 janvier et fit quelques concessions sur les revendications contenues dans la proposition de compromis.

Le résultat

Voici, en résumé, les principales revendications comparées aux résultats obtenus :

* **Vacances** : 6^{ème} semaine après 55 ans — résultat : 2 demi-journées pour tous.

* **Temps de travail** : semaine de 40 heures — résultat : 42 heures dès 1983.

* **Salaires** : résultat : augmentations de 1 o/o en 1981, 1,5 o/o en 1982 ainsi qu'une certaine égalisation pour les salaires féminins.

* **Droits syndicaux à l'intérieur de l'entreprise** : résultat : deux réunions des hommes et femmes de confiance du syndicat par année durant le temps de travail.

* **Sphère d'application du CCT** : résultat : quelques petites concessions obtenues pour certains groupes professionnels, mais les apprentis et les travailleurs à temps partiel sont toujours exclus du CCT.

* **Revendications pour les femmes** : 16 semaines de congé-maternité revendiquées — résultat : 8 semaines de congé, mais qui peuvent être prises toutes après l'accouchement.

* **Participation aux questions relatives au personnel** : concessions limitées du patronat.

* **Protection des travailleurs âgés** : interdiction de licenciement après 50 ans — résultat : délai de licenciement de six mois, avec relativisation de l'obligation du travail d'équipe après 50 ans.

* La relativisation de l'obligation de paix du travail a été refusée.

Si l'on compare le compromis atteint aux revendications avancées, le résultat est maigre. Cependant, un refus aurait nécessité un autre rapport de forces. Le maximum de ce qui pouvait être arraché par des négociations a été atteint. Pour le dépasser, il aurait fallu une autre préparation.

Un premier bilan

La préparation des négociations et la manière dont celles-ci se sont déroulées représentent un progrès. Pour la première fois, un CCT a dû être prolongé. Pour la première fois, il a été possible de continuer à se battre après la première offre patronale. Non pas à cause d'une habileté négociatrice particulière, mais parce que le patronat avait remarqué que la plupart des travailleurs prenaient leurs revendications au sérieux. Il faut, en outre, être conscient de ce que seul un quart des salariés de la branche est organisé syndicalement. Cette minorité a obtenu des résultats qui bénéficient à tous.

Toutefois les faiblesses traditionnelles n'ont pu être surmontées. Encore une fois, il a été impossible de faire participer activement les membres à des actions de lutte. Encore une fois, les salariés de la chimie n'ont rien su des "combats de titans" autour du tapis vert. A nouveau des listes de revendications ont été établies sans que l'on discute des moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser. Une tout autre préparation aurait été nécessaire. Mais depuis les dernières négociations, le taux d'affiliation syndicale, tant dans la sphère d'application du CCT que parmi les apprentis et employés n'a pas augmenté. De même le nombre des militant(e)s actifs n'a pas augmenté; beaucoup de personnes de confiance sont restées passives. En réalité, une partie importante des membres plus âgés était plus motivée par la défense des acquis que par la lutte autour des nouvelles revendications. Par contre les membres jeunes, plus actifs et impatientes, mais manquant d'expérience et d'assurance, sont restés en minorité. Enfin les étrangers et les frontaliers, qui pourraient animer la vie syndicale, sont restés en marge.

Avec leur CCT, les travailleurs de la chimie ne se retrouvent pas en mauvaise position, par rapport à la moyenne suisse. Mais comment pourront-ils traverser avec succès les confrontations qui viennent ? Car, dans la chimie aussi, l'avenir n'est pas tout rose, le patronat cherchant également à faire payer les pots cassés aux travailleurs. Ceux-ci sont confrontés, en tant que classe, non seulement à leur patronat mais également à tout le patronat suisse. En effet, la présence à la tête du Vorort de Louis de Planta, président de la Ciba-Geigy, a eu une influence décisive sur le déroulement des négociations.

Comment aller de l'avant ?

Les dernières négociations ont eu un effet positif dans la mesure où elles ont introduit des discussions chez les travailleurs, montrant la nécessité, au vu de la maigreur des résultats obtenus, de préparer des actions permettant d'atteindre un meilleur contrat collectif.

La FTCP ne pourra à l'avenir se dérober à la nécessité de lier une politique combative à des actions de lutte. C'est aujourd'hui que les préparatifs doivent être mis en place par une présence et une activité renforcées dans les entreprises. Le nouveau CCT reconnaît les personnes de confiance. Il faut utiliser cette possibilité au maximum, par une meilleure information et une présence dans les entreprises, par des efforts accrus de travail syndical en direction des employés. Il reste beaucoup à faire !

J. F.

Fonctionnaires fédéraux :



Manifestation des fonctionnaires fédéraux à Genève le 17 janvier : une première mobilisation à ne pas dilapider.

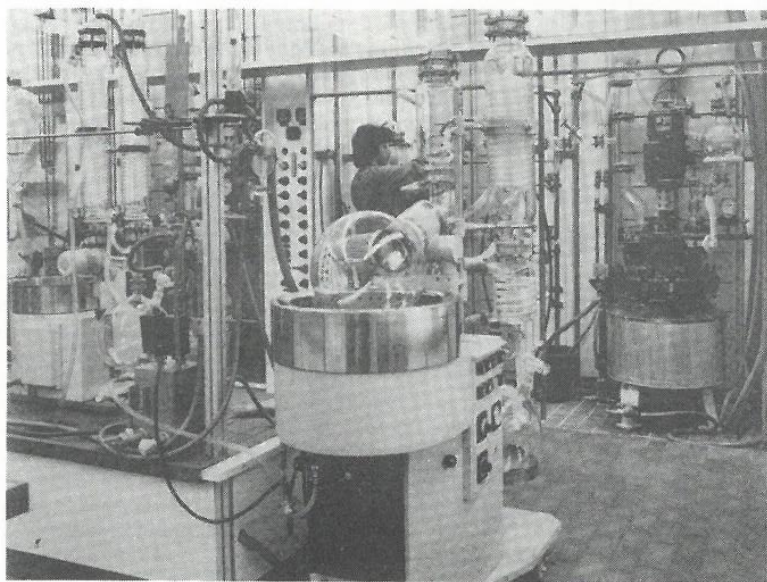
Ne pas baisser les bras !

Le Conseil fédéral a fait connaître le 28 janvier ses propositions concernant le personnel fédéral. Ce dernier, par le biais de l'Union fédérative réclamait, rappelons-le, une augmentation salariale linéaire de 2 o/o, 1 200 francs pour tous de plus par an, l'ouverture de discussions sur les 40 heures et la suppression du blocage du personnel. Le patron de l'Etat suisse n'est pas entré en matière sur les deux derniers points. Ses seules concessions concernent l'augmentation des salaires. Les revendications du personnel de la Confédération équivalaient à une augmentation moyenne de 5 o/o; les propositions du Conseil fédéral correspondent à une augmentation de 3 o/o environ. L'augmentation unitaire réclamée par les syndicats a été fractionnée selon les classes salariales (600 francs par an pour les classes 4 à 8; 900 francs pour les classes 9 à 11; 1 200 francs pour les classes 12 à 25); seuls les salaires maximum de chaque classe ont été augmentés afin, comme le précise la Neue Zürcher Zeitung : "que la Confédération puisse, même après l'augmentation du salaire réel, continuer à engager du personnel sur la base des traitements minimaux actuellement en vigueur". Ce qui évidemment n'améliorera pas l'embauche du personnel de la Confédération, alors que le Conseil fédéral est obligé de reconnaître que "par rapport à l'économie privée, la Confédération semble aujourd'hui ne plus être concurrentielle (au niveau des salaires, réd.) surtout en ce qui concerne les professions semi- ou non-qualifiées" (NZZ, 28 janvier 1981).

Que faut-il penser de ces propositions de l'exécutif fédéral ? Une première remarque s'impose : alors que depuis 1972, les fonctionnaires fédéraux n'avaient pas connu d'augmentation du salaire réel, les mobilisations et manifestations de ces dernières semaines ont déjà obligé le Conseil fédéral à lâcher du lest. Oh, ce n'est pas le Pérou, loin de là; et le Conseil fédéral a aussi cédé un peu sur les salaires pour mieux rester intransigeant sur les questions du temps de travail et du blocage du personnel. Mais la preuve est faite qu'il faut et que l'on peut se mobiliser pour obtenir gain de cause.

L'erreur consisterait maintenant à baisser les bras soit par lassitude ou parce que l'on estime qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. D'une part parce que ces propositions doivent encore être ratifiées par le parlement et que celui-ci peut très facilement les réviser à la baisse. Le "tiens" en question n'est donc nullement garanti. Renoncer dès aujourd'hui à de nouvelles actions, comme l'annonce le syndicat chrétien du personnel fédéral, c'est se livrer pieds et poings liés à la bonne volonté du parlement, dominé par les partis bourgeois. D'autre part, les différentes revendications avancées par l'Union fédérative avaient un dénominateur commun : améliorer les conditions de travail, alléger le stress des employés de la Confédération. Sous cet angle-là, rien n'est gagné : l'attrait des salaires de la Confédération n'a pas augmenté de beaucoup, l'embauche restera encore difficile; le blocage du personnel subsiste; la diminution du temps de travail n'est pas abordée. La lutte pour ces objectifs sera de longue durée. La seule manière de garantir les premières concessions du Conseil fédéral, de préparer la bataille pour les 40 heures et contre le blocage du personnel est donc de poursuivre la mobilisation. Fonctionnaires, encore un effort !

Eric Peter



L'action syndicale, ça paie : voilà le bilan que les employés de librairie de Suisse romande peuvent tirer du renouvellement de leur CCT. En effet, alors que dans un premier temps l'association patronale avait refusé de signer la convention proposée par le syndicat, il a suffi que ce dernier commence à faire jouer sa force de mobilisation pour que les patrons cèdent à la plupart des revendications (voir encart). Deux points importants n'ont toutefois pas été obtenus : les 40 heures et l'extension des droits syndicaux dans l'entreprise.

La Brèche est allée interviewer un membre du Comité romand du SREL (Syndicat romand des employés du Livre) pour faire le point.



Employés de librairie :

L'action syndicale, ça paie !

Interview d'un membre du Comité romand du SREL

COMMUNIQUE DE PRESSE

Renouvellement de la convention collective de travail de la librairie et de l'édition

Réunie en assemblée générale extraordinaire le 13 janvier, la Société des Libraires et Editeurs de la Suisse romande (SLESR) a approuvé l'accord intervenu le 15 décembre 1980 au sein du Conseil professionnel paritaire.

La convention collective de travail de la librairie et de l'édition, conclue entre la SLESR et le Syndicat romand des employés du livre (SREL) est ainsi renouvelée pour deux ans avec effet au 1er janvier 1981.

Les principales modifications apportées à la précédente convention collective de travail concernent :

- les salaires minima : ils sont augmentés de 6 o/o et feront l'objet d'une nouvelle négociation en fin d'année pour 1982; les salaires des apprentis sont également réadaptés; la réadaptation automatique compte tenu des variations du coût de la vie est réintroduite;
- le droit au salaire en cas d'empêchement de travailler, plus particulièrement pendant la grossesse et l'accouchement : l'employée qui a pris l'engagement de reprendre un travail équivalent bénéficie, après une année de service, du droit au congé payé pendant douze semaines au total;
- la protection du travailleur à la suite d'une absence de longue durée due à une maladie ou à un accident : le licenciement ne peut intervenir pendant les six premiers mois de l'incapacité de travail;
- l'assurance complémentaire à l'AVS : elle sera introduite dans toutes les entreprises dès le début de 1982;
- les vacances payées : la quatrième semaine sera accordée dès la troisième année de pratique professionnelle au personnel qualifié, dès la sixième année au personnel non qualifié; l'ensemble du personnel bénéficiera de la cinquième semaine après vingt ans de pratique professionnelle ou dès 45 ans d'âge.

La durée du travail est maintenue à 43 heures en 1981; elle sera réduite à 42 heures le 1er janvier 1982.

La nouvelle convention, qui introduit les principes généraux de la protection contre les licenciements et encourage la formation permanente, s'applique à tous les membres de la SLESR, à leurs employés qualifiés ou non qualifiés, occupés à plein temps ou à temps partiel.

la brèche : Peux-tu présenter en quelques mots le SREL ?

— Le SREL a été fondé en octobre 1978, sur les ruines de l'Association romande du personnel de la librairie et de l'édition (ARPLE); l'ARPLE, à caractère fortement corporatiste, était à bout de souffle : elle ne faisait pratiquement plus rien, les jeunes s'en désintéressaient.

Le syndicat est né avant tout d'un profond mécontentement dû aux conditions de travail et de salaires dans la branche : il faut savoir qu'en 1978, le salaire minimum garanti par le Contrat collectif de travail (CCT) était de 1445 francs (actuellement : Fr. 1800.—, dès le 1er janvier 1981), 1445 francs après 3 ans d'apprentissage ! Nous n'avions pas de deuxième pilier. En outre nous ne "bénéficiions" que de 3 semaines de vacances, alors que notre travail est extrêmement stressant.

C'est donc en réaction à ces conditions que s'est constitué le SREL. Aujourd'hui, nous avons environ 250 membres, alors que la branche compte 500 employés en Suisse romande.

la brèche : Un taux de syndicalisation imposant ! Comment avez-vous atteint ce résultat, comment s'est développé le syndicat ?

— En 1978, lors du renouvellement du CCT qui devait entrer en vigueur au premier janvier 1979, notre seule revendication a porté sur les salaires. Nous demandions des hausses d'environ 30 o/o pour arriver à des salaires qui permettent de vivre, et on ne nous offrait que 3 o/o ! Il faut bien comprendre l'importance de cette revendication : la profession est actuellement composée d'une majorité de jeunes, qui régulièrement devaient se tourner vers d'autres horizons parce qu'ils n'arrivaient pas à s'en sortir; avec de tels salaires, il était impossible de songer à se marier, faire des enfants, etc... Pour que tous puissent continuer dans la voie professionnelle qu'ils avaient choisie — on ne fait pas ce boulot pas hasard, mais parce qu'on l'aime —, il fallait réajuster les salaires au plus vite.

Le mouvement pour appuyer notre revendication — nous avons fait circuler dans les entreprises une motion de soutien, qui a recueilli 300 signatures — a permis une première prise de contact avec les autres employés, ça a créé un réseau de base pour le syndicat. Comme les patrons ne voulaient pas céder, nous avons fait recours au

tribunal arbitral, qui nous a donné raison : nous avons obtenu des salaires allant de 1700 francs en première année de pratique à 2225 francs en huitième année. C'est sur cette base-là qu'on s'est construit : les gens ont vu que ça changeait, qu'en étant forts on pouvait obtenir des choses, bref, le syndicat a montré son utilité.

la brèche : Mais pour le nouveau CCT, vous avez présenté une véritable liste de revendications ?

— Oui, parce que depuis juillet 1979 (date de la décision du tribunal arbitral), nous avons eu le temps — il faut voir que tous les membres des diverses instances du syndicat travaillent, nous n'avons pas de permanent — d'étudier dans les sections et au Comité romand la convention point par point, pour voir comment nous pouvions obtenir des conditions de travail et de vie meilleures pour tous.

Nos priorités concernaient les vacances, la réduction du temps de travail, les salaires et la protection de la femme enceinte. Cette dernière revendication est très importante : il y a 65 o/o de femmes dans la profession.



la brèche : Vous n'avez pas tout obtenu, bien sûr, mais quand même des améliorations substantielles. Comment avez-vous développé le rapport de forces au profit du syndicat ?

— Les patrons pensaient que nous ne représentions rien; ils ne croyaient pas aux chiffres de syndicalisation que nous donnions. Mais, à la suite d'un premier refus de leur part, nous avons montré notre force et notre détermination par une action consistant à porter au travail un badge popularisant nos revendications, et en distribuant largement devant les entreprises de la branche en Suisse romande. Nous avons également obtenu l'appui de diverses fédérations (les typos en particulier) et cartels syndicaux. Tout ça, ajouté à l'écho qu'a eu notre lutte dans la presse, ça a fait réfléchir les patrons...

la brèche : Le syndicat sort donc plus fort de cette bataille. Comment vois-tu son avenir, à quels problèmes allez-vous être confrontés ? On parle aussi de contacts avec le SLP...

— Il sort plus fort, peut-être. Mais notre souci principal, c'est de le renforcer encore plus : nous sommes conscients qu'en Suisse une action syndicale soutenue, ça ne fait, comment dire, pas tout à fait partie des mœurs... Nous allons aussi veiller très attentivement à l'application de cette nouvelle convention.

Je voudrais souligner que notre action s'inscrit dans le cadre du mouvement syndical suisse; pour nous, le corporatisme n'a plus aucun sens : en effet les problèmes que nous rencontrons dans notre travail sont les mêmes que ceux d'un ouvrier ou d'un employé d'administration — conditions de travail éprouvantes, stress, etc.

En ce qui concerne le SLP : pour nous, les contacts que nous avons pris avec ce syndicat et qui pourraient déboucher à long terme sur une fusion sont doublement importants : d'abord parce que tout simplement nous vendons les produits que fabriquent les travailleurs de l'imprimerie... Et ensuite, et c'est évidemment lié, parce que nous nous heurtons de plus en plus aux mêmes patrons du fait de la concentration financière. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut citer le groupe "Lousonna", qui contrôle une bonne partie de la production et de la distribution en Suisse romande.

Formation professionnelle

Les apprentis : pressés comme des citrons !

Le 19 janvier, le Grand Conseil de Zurich débattait de l'initiative cantonale pour des ateliers publics — analogue à celle que nous lançons nationalement — déposée par plusieurs forces de gauche, sauf le PS et le PdT, sur proposition de la LMR/PSO.

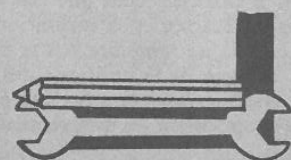
Fritz Hoehner, député radical, droguiste et maître d'apprentissage, rapporte pour la majorité bourgeoise contre l'initiative. "La formation élémentaire a été introduite parce qu'on ne peut pas presser du jus d'ananas avec des citrons." Voilà qui est clair : la qualification professionnelle est un don de la nature et n'a rien à voir avec la formation enseignée, encore moins avec les places disponibles. Mais "bon" ou "mauvais", l'apprenti est pressé pour rapporter de juteux profits !

Adolf Gucker, aussi radical, maître d'apprentissage en ébénisterie, lui succède : à son avis, les ateliers publics sont trop chers tandis que les apprentis en emploi touchent "un salaire décent". La décence, pour ce Monsieur, se mesure évidemment au bas coût de la main-d'œuvre ! Car pour le reste, ce président de l'association patronale des arts et métiers zurichois n'a même pas la décence d'avouer qu'il a été formé à l'atelier public d'ébénisterie de Zurich (où il envoie d'ailleurs aussi son fils...), dont la qualité de formation est telle que même l'Etat et des clients privés y passent des commandes ! Cet exemple suffit à répondre à Edwin Weilenmann, hôtelier, qui prétend que l'Etat ne peut offrir une qualification en atelier public...

Suit encore un radical, Hans Frey, imprimeur : "L'initiative est soit une goutte d'eau sur une pierre brûlante, soit trop chère". Oui, la pierre est brûlante ! La moitié des filles sortant de l'école secondaire se forme dans les professions de bureau et le radical Paul Hug, garagiste, se moque : "Je ne sais pas si une écolière serait heureuse de travailler sur un tour ultra-moderne". Chacune à sa place, n'est-ce pas, et aux filles les postes les moins qualifiés !

Puis viennent les mensonges, encore de M. Gucker : "Il n'y a eu que 300 dérogations (= autorisations d'engager des apprentis bien que les conditions soient insuffisantes pour un apprentissage — réd.), ce qui est peu sur 29 000 contrats d'apprentissage". En fait, en 1979, il y en a eu 715 dans le canton de Zurich. Autant d'apprentis-citrons à presser, alors que précisément l'initiative prévoit environ autant de places pour des apprentis qui ne trouvent pas une formation qualifiée de leur choix.

Bref, le patronat a fait feu de tout bois. Le Parti Socialiste, qui demandait un contre-projet tenant compte des difficultés à trouver des apprentissages qualifiés, a lui aussi été minorisé. Il a dès lors décidé d'entrer dans le comité d'initiative ! L'enjeu de la votation, prévue pour juin, est donc clair.



"Nous ne sommes pas encore assez forts pour imposer à la tête des entreprises les responsables que nous voulons, mais nous sommes déjà assez forts pour mettre à la porte les directeurs que nous ne voulons pas."

Le 12 novembre, une grève d'avertissement a éclaté dans le secteur minier en raison de l'arrêt dans la construction du nouveau centre de charbonnage de Lublin. Cette décision met en jeu les emplois et par là les conditions même d'existence de quelque 5 000 travailleurs. Le gouvernement se refuse à toute négociation sur ce problème.

Selon toute vraisemblance, ce sont de grands projets de complexes industriels qui devront être abandonnés. D'après les données les plus récentes, ce sont ainsi des entreprises industrielles correspondant aux investissements d'une année entière qui devront être arrêtées, cela par manque des matières premières, des machines de construction, des pièces détachées et des forces de travail nécessaires. C'est là le prix à payer pour une "planification" bureaucratique. Mais il n'y a pour l'instant aucun programme d'ensemble qui ferait de ces décisions de geler certaines constructions, des choix intégrés à un plan véritable. Le syndicat Solidarność craint par conséquent que ces choix se fassent sur la base de critères essentiellement politiques.

Lorsque le dirigeant du comité interentreprise de Varsovie, Zbigniew Bujak, déclare que "le mouvement des syndicats indépendants ne peut pas encore choisir les directeurs, mais qu'il peut les mettre à la porte", il s'agit d'une constatation particulièrement pertinente pour tout ce qui touche aux décisions ayant trait à l'économie. Solidarność est assez forte pour s'opposer à des décisions de directeurs d'entreprise en s'appuyant sur la volonté de lutte des travailleurs, elle est même capable de déboulonner un ministre, mais jusqu'à maintenant elle n'a pas pu avoir de réelle prise sur les choix concernant la production. Cette situation s'explique par le retard pris dans la constitution d'organes d'autogestion ouvrière alors que la force réelle des travailleurs est très grande. Elle trouve aussi son origine dans le manque total du matériel de base pour une telle intervention des travailleurs, soit des informations précises sur la situation économique réelle. Cette carence conduit d'ailleurs régulièrement la bureaucratie à prendre des décisions totalement arbitraires, en méconnaissance complète de la réalité.

DES DONNÉES DIFFICILES À TROUVER

A Jastrzebie, la section de Solidarność a élaboré un plan pour le développement de la production de charbon. Mais la commission formée à cet effet n'a pu consulter aucun document et au ministère des mines c'est le black-out : on refuse de donner la moindre information. En Silésie, les griefs à l'encontre de Solidarność se multiplient : depuis la grève, la production de charbon serait tombée continuellement, mettant en danger toute l'économie intérieure et provoquant une chute des devises étrangères obtenues grâce aux exportations. Les syndicats de Jastrzebie et de Katowice ont montré à quel point les statistiques sur la production charbonnière étaient falsifiées. Ils ont pris le contre-pied des accusations des autorités en affirmant que la suppression du système de travail en quatre équipes entraîne une détérioration moindre des galeries de mines et des machines. Ces sections syndicales ont constaté que la production de charbon est restée égale à celle atteinte avant la suppression du travail en quatre équipes et que les frais de matériel avaient même massivement diminué depuis, sans parler de la forte baisse du nombre d'accidents de travail.

Mais personne ne sait exactement combien de charbon était et sera produit. "Dans une telle situation, il est nécessaire, pour fixer un nouveau plan, de tout calculer à nouveau. Nous n'avons aucune donnée sur laquelle nous pourrions vraiment nous appuyer et qui soit un tant soit peu crédible. Cette absence de toute indication sérieuse rend particulièrement ardu le travail de recherche pour les travailleurs — même de bonne volonté — d'autant que l'on ne part pas seulement de rien mais la plupart du temps de données qui sont fausses." C'est la conclusion que tire le journal "Przegląd Techniczny" ("Panorama technique"), qui décrit ainsi la situation qui domine dans toutes les branches industrielles et qui conduit bien évidemment à des tensions croissantes, en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières, en électricité et biens vivriers.

Des cas de sabotage ont, de plus, juste avant Noël, exacerbé ces tensions. Dans un puits de charbon en Silésie, un incendie a été allumé, dans un autre un véhicule de galerie a été endommagé. Des actes de sabotage sont aussi commis lors de la distribution du charbon. Alors que le secteur du transport de la production de charbon annonce des chiffres record à la réception de cette matière première, à sa livraison dans les centrales de chauffage, qui doivent interrompre leurs activités à certaines périodes, on se plaint de la pénurie. Dans la fabrique d'automobiles FSO, une partie de la chaîne de montage pour la voiture "Polonez" a été abîmée. Dans la distribution de vivres également, des actes de sabotage se produisent. Les syndicats ont constitué dans certaines régions des commissions d'enquêtes sur ces sabotages.

Le gouvernement ne veut pas introduire la semaine de cinq jours immédiatement, contrairement aux accords signés à Gdansk. Ainsi une des exigences centrales des grévistes est écartée et sa réalisation renvoyée à plus tard. "La démocratie ne remplace pas le pain", ces paroles résument bien la ligne de la politique des bureaucrates au pouvoir à Varsovie : utiliser la situation économique difficile contre le développement du mouvement syndical indépendant.

"La démocratie ne remplace pas le pain !" C'est par cette exclamation, prononcée à Szczecin lors d'une assemblée fort tumultueuse du POUP, le parti communiste polonais, que Kania, le premier secrétaire a défendu "le rôle dirigeant du parti". Certes le pain et d'autres aliments de base font défaut dans plusieurs régions de Pologne; sur "la côte noire" de ce pays où se trouvent les mines de charbon, le pain vient même à manquer. Quelques jours avant cette déclaration du Premier secrétaire, la Cour suprême avait pour la seconde fois repoussé l'enregistrement du syndicat indépendant paysan, "Solidarité paysanne". Or, si l'on veut améliorer l'approvisionnement et assainir la situation catastrophique qui règne dans l'agriculture, il est décisif, y compris pour le syndicat ouvrier indépendant Solidarność, que cette nouvelle organisation existe et soit reconnue.

En outre, certains cas de sabotages économiques et d'arbitraire le plus complet dans des choix économiques amènent les syndicats indépendants à poser le problème d'un contrôle accru sur l'économie. Voilà pourquoi tant la question de la possibilité même de ce contrôle que celle du droit de décision des travailleurs sur la production se trouvent au centre des confrontations qui se déroulent aujourd'hui. A l'intérieur même de Solidarność, diverses options se confrontent quant aux prochains pas à faire. Alors que la hiérarchie catholique cherche à rassembler les "modérés" par des appels vibrants à la collaboration loyale entre le Parti, l'Eglise et le syndicat, la contestation gagne l'intérieur même du POUP et une opposition à la bureaucratie s'exprime dans le cadre de la préparation du prochain congrès du parti.

Dossier Pologne

"Où va Solidarność"



SOLIDARNOŚĆ, UN FACTEUR D'ORDRE ?

Les comités régionaux interentreprises, nés début septembre 1980, véritables bastions des syndicats indépendants, ont surgi à l'avant-scène de la confrontation, non pas en tant qu'organes réunissant diverses branches, mais avant tout comme des instruments de lutte contre la bureaucratie au pouvoir. Aujourd'hui dans plusieurs usines, villes ou régions, des mouvements spontanés de lutte se développent principalement sur des questions comme la pénurie d'approvisionnement ou des augmentations de salaire.

Ces mouvements produisent de nouvelles organisations, ainsi des dizaines de comités sont nés ces deux derniers mois dans cette nouvelle vague de luttes. Les autorités multiplient les pressions à l'égard de la coordination nationale de Solidarność et des comités régionaux du syndicat pour qu'ils mettent fin à ces mouvements de "grèves sauvages". La direction nationale de Solidarność a été mandatée pour mettre la priorité dans ses activités sur les revendications matérielles susceptibles d'améliorer le sort des travailleurs les plus défavorisés. Mais jusqu'ici le gouvernement comme les ministères refusent de donner la moindre information sur la répartition des salaires dans le pays. Le combat doit donc commencer au niveau des entreprises autour de la répartition du fonds salarial.

Les syndicats indépendants ne sont pas encore dans une situation leur permettant de conclure des conventions collectives de travail prévues dans le catalogue de revendications admises dans les accords de Gdansk. Solidarność est prise en tenaille : d'un côté, la situation la pousse à maintenir autant que possible le mouvement des grèves sous son contrôle, de l'autre, elle est incapable de trouver un réel point d'accrochage en matière salariale. Par sa tactique de dérobade permanente, la bureaucratie cherche à approfondir

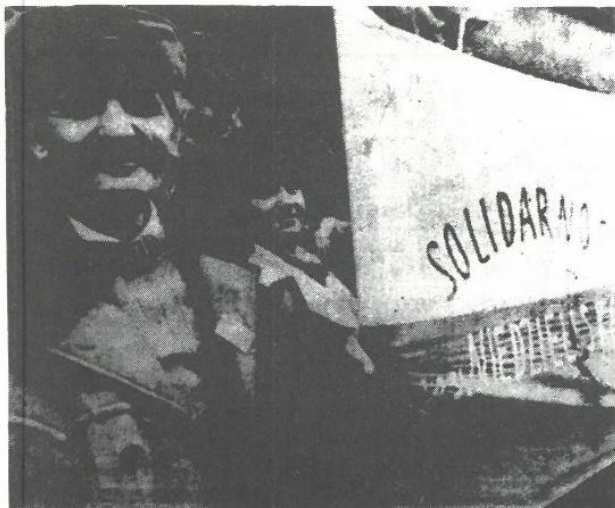
dire les oppositions qui se sont manifestées à l'intérieur même du mouvement syndical.

"LES PAYSANS INDÉPENDANTS NE SONT PAS DES SALARIÉS"

Avec cet argument, le tribunal de Varsovie a rejeté, le 29 octobre 1980, l'enregistrement du syndicat paysan Solidarité. Deux jours avant la fin de l'année, la Cour suprême a pris également position sur cette question. Elle a gagné du temps en demandant la traduction en polonais d'un paragraphe de la convention internationale sur le droit du travail. Mais derrière ces arguties juridiques, l'enjeu est considérable. Les paysans indépendants cherchent à s'organiser, sur le modèle de Solidarité ouvrière, contre le monopole de la bureaucratie sur la distribution des moyens de production dont le contrôle s'étend jusque dans le dernier des villages. Ils s'opposent aussi à son intervention directe dans l'économie paysanne individuelle, ces dernières années, au travers des normes fixées par le plan.

Le baillonnement bureaucratique de la paysannerie indépendante tout comme la négligence totale apportée par les autorités au développement des investissements industriels destinés à l'agriculture ont fortement contribué à l'éclatement de la crise dans le secteur agricole et de l'approvisionnement de la population en vivres. Au début des années 70, la Pologne ne devait importer que trois millions de tonnes de matières fourragères et de céréales alors qu'en 1980 ce sont dix millions de tonnes de céréales et de fourrages qui ont dû être importées !

Le syndicat paysan Solidarité, qui rassemble déjà un tiers des petits paysans, demande que ces derniers soient mis sur un pied d'égalité avec les entreprises agricoles étatiques du point de vue de l'approvisionnement. Il exige



Membres du syndicat paysan "Solidarité rurale".

nośc ?”

aussi un droit de contrôle, par des organes d'autogestion villageois, de la distribution des biens nécessaires à l'agriculture. Pour Solidarność, la collaboration avec le syndicat paysan revêt une grande importance, d'une part pour sortir l'agriculture de la crise, d'autre part et surtout pour déjouer toutes les manœuvres du gouvernement qui pratique une politique de concessions à l'un ou l'autre secteur alternativement afin de créer une division entre paysans et travailleurs-consommateurs.

UNE RÉFORME ÉCONOMIQUE SANS SOLIDARNOŚĆ ?

Fin 1980 aurait dû se tenir un congrès national des syndicats affiliés à Solidarność pour débattre de la réforme économique et de la planification. Il n'a pu se réunir vu les problèmes d'organisation qui existent à l'intérieur même du syndicat et à cause des tergiversations constantes du gouvernement sur l'application des accords conclus à Gdansk. En outre, au sein du mouvement syndical, des divergences d'opinion inévitables existent sur la manière dont ce contrôle doit s'exercer sur les choix économiques.

De son côté, le gouvernement a formé début novembre une commission de plus de 500 personnes (!), avec de nombreux groupes de travail, dont l'objectif est d'élaborer une réforme économique. Les syndicats indépendants y sont représentés par trois observateurs. Solidarność n'entend prendre aucune responsabilité pour cette réforme qui touche à des questions décisives sur lesquelles il n'y a aucun compromis possible. C'est le cas par exemple du rôle de la classe ouvrière dans les décisions économiques à l'échelle nationale, régionale ou des entreprises.

La bureaucratie cherche à esquiver ce débat lourd de conflits en proposant dans l'immédiat une "petite réforme". Le syndicat a annoncé son opposition à cette manœuvre. Le nouveau mouvement social doit avant tout conquérir depuis le bas le droit de contrôle sur toutes les décisions économiques. Pour cela, il doit se doter d'organes qui correspondent à ces tâches. C'est dans cette perspective qu'à Katowice, lors d'une conférence tenue dans cette ville, les travailleurs de la sidérurgie ont décidé d'aller vers la constitution, en quelque sorte, de parlements d'entreprise, semblables aux conseils ouvriers qui s'étaient développés lors de la révolution de 1956 et indépendants organisationnellement des syndicats. Dans d'autres entreprises, ce sont les anciens organes représentatifs — héritage de 1956 — qui sont à nouveau réactivés et réélus.

Sans une réelle réponse à la question du contrôle, toute véritable réforme économique sera vouée à l'échec.

“DE SOLIDARNOŚĆ NAITRA TOT OU TARD UN NOUVEAU PARTI OUVRIER”

La lutte entre l'appareil et les travailleurs sur le plan politique se répercute plus lentement que prévu à l'intérieur du parti. Personne ne sait combien d'ouvriers en sont sortis. Dans l'aciérie Nowa Huta, la deuxième en importance du pays, on a pu compter 500 démissions en deux mois. 60 à

70 o/o des ouvriers membres du parti le sont également de Solidarność. Les départs sont moins fréquents là où se forme dans le parti un courant d'opposition. Dans environ vingt endroits différents et contre la volonté des directions, des coordinations locales réunissant des groupes d'entreprise se sont créées en marge de la hiérarchie de l'appareil. Des “élections sauvages” ont eu lieu dans huit endroits pour désigner les délégués au congrès. Dans certaines entreprises comme à Toruń, on a élu à la direction locale des membres qui ne sont pas acceptés par la commission de contrôle.

Derrière ce mouvement à l'intérieur même du parti s'organise un premier courant lié aux syndicats dont le caractère politique est évident. Ainsi on peut lire dans un bulletin inofficiel pour la discussion du congrès :

“Le niveau de développement de la classe ouvrière polonaise est tel que les travailleurs, indépendamment du degré d'efficacité de Solidarność comme syndicat, se rendent compte tôt ou tard qu'ils ont besoin d'une représentation politique. Si le POUP n'apparaît pas aux yeux des travailleurs comme leur représentant, indépendamment de toutes les explications verbales, les déclarations d'intentions et promesses — il faut s'attendre à l'émergence d'un parti politique ouvrier du sein même de l'organisation syndicale.”

Les principales revendications de cette opposition dans le parti sont les suivantes : profond changement dans la direction et démocratisation radicale du parti. Il faut enlever à son appareil le monopole de décision. Pour cette raison, cette opposition aspire à la création de liens horizontaux dans le parti. Un premier pas dans ce sens a d'ailleurs été réalisé par des coordinations locales. Ainsi ce courant d'opposition met-il consciemment en question le parti lui-même. L'importance qu'il prendra lors du congrès à la fin mars dépend en premier lieu de l'issue de la lutte qui se joue pour l'élection des délégués et donnera des indications quant à la capacité de l'appareil de maintenir une hégémonie absolue.

UNE ORIENTATION POLITIQUE OU PUREMENT SYNDICALE ?

La réponse à cette question commence à diviser aujourd'hui Solidarność. Ce qui au premier abord apparaît comme un conflit tant à propos de la collaboration ou non avec l'ancienne opposition — avant tout le KOR — qu'à propos du risque d'intervention soviétique, est en réalité le début d'une discussion sur les nouvelles perspectives à donner au mouvement.

Au début du mois de novembre, Dabrowski, secrétaire de la Conférence épiscopale, a adressé une vive critique au KOR et à Jacek Kuron après que ce dernier avait écrit :

“Le processus de construction du mouvement et le développement d'un nouveau modèle sont en même temps un processus qui consiste à enlever au pouvoir communiste sa mainmise sur différents domaines de la vie sociale.”

Le 16 décembre, la hiérarchie catholique a finalement exprimé une position clairement politique en appelant le parti, le syndicat et l'Eglise à travailler en commun.

Le problème posé dans les débats internes de Solidarność est celui de la lutte contre la puissance bureaucratique et la définition des prochains objectifs. Le KOR est gênant pour le pouvoir et pour l'Eglise parce qu'il se rend compte que les confrontations actuelles posent la question du pouvoir politique.

Dans la discussion et avant tout dans les querelles de personnes et d'organisation à l'intérieur de Solidarność, on distingue actuellement cinq courants :

- * Une “tendance naturelle” qui désire continuer une collaboration avec l'appareil et les autorités, surtout sur le plan local et régional. Elle soutient la théorie de l'apolitisme du syndicat et trouve son origine dans l'insécurité générale, la menace d'une intervention soviétique et l'expérience d'un travail en commun réalisé ces derniers mois.

- * L'intelligentsia de l'Eglise et celle, libérale, du parti qui veut donner à la collaboration de toutes les “forces démocratiques” un contenu politique et utilise avant tout l'autorité qu'a acquise l'Eglise.

- * L'opposition radicale au sein même du parti, qui aspire à des modifications fondamentales à sa direction.

- * Le KOR, avec son journal Robotnik (L'Ouvrier), qui est représenté dans de nombreux comités par des conseillers. L'aspect positif de ce courant réside dans sa conception du développement nécessaire du mouvement social partout et hors du cadre des institutions existantes. Cela mis à part, le KOR ne propose aucun programme politique propre.

- * Un courant socialiste de gauche, le seul à avoir quelques propositions concrètes en vue d'un programme politique : il propose le développement d'organes d'autogestion dans les entreprises, des élections directes des délégués d'entreprises dans les parlements régionaux et nationaux.

Le mouvement syndical indépendant est l'expression d'une profonde volonté, celle de prendre en main la destinée du pays et d'organiser les travailleurs pour qu'ils puissent contrôler la globalité de la propriété sociale. Il ne s'agit pas là d'une tâche facile. Le problème n'est pas simplement de remplacer des individus ni de ravalier quelques façades.

Comment parvenir à un contrôle par les ouvriers et les paysans sur l'ensemble de la vie sociale ? Comment battre en brèche le pouvoir de la bureaucratie ? Deux questions qui vont dans le futur approfondir encore les antagonismes. Dans cette perspective, le renforcement du courant socialiste et démocratique peut seul assurer l'unité du mouvement et l'élargir pour créer une continuité entre les acquis, les premiers pas faits et l'approfondissement de la révolution politique.

M. N

Le pape, le bourgeois et le bureaucrate

Tout le monde s'acharne contre les travailleurs polonais ! Leur lutte intransigeante pour imposer un régime socialiste conforme aux intérêts et aux besoins des masses laborieuses n'inquiète en effet pas seulement MM. Kania et Brejnev. La bourgeoisie impérialiste, qui ne se soucie des “droits de l'homme” que lorsqu'ils peuvent servir sa campagne anti-communiste et ses projets de surarmement, prêche à son tour la “modération” aux dirigeants de Solidarność. Bernard Margueritte, envoyé de la Radio Suisse Romande à Varsovie, écrit dans le très conservateur Figaro ce que les économistes du Monde et de l'International Herald Tribune répètent depuis janvier : “Il faudrait que Solidarność et la population fassent preuve de sagesse et de maturité politique et se limitent, si déplaisant que cela soit, aux exigences qui ne risquent pas de conduire le pays au drame”. Brejnev et Kania ne parlent pas autrement et leurs petits frères du Parti du Travail répètent la même chose en chœur.

Tous ces chantres de la modération se moquent des millions de travailleurs polonais ! Ceux-ci ne portent aucune responsabilité dans la gabegie de la planification et l'endettement provoqués par la bureaucratie. Au contraire, seul l'aboutissement de leurs revendications, la généralisation du contrôle ouvrier et l'élimination du contrôle bureaucratique sur l'Etat et l'économie permettront de réorganiser la planification à partir de données claires et des besoins des masses laborieuses.

Mais cela fait aussi peur à la bourgeoisie internationale qu'aux bureaucrates. Car les travailleurs du monde entier y trouveraient un formidable encouragement pour une solution socialiste à la crise et à l'austérité du capitalisme. Et par ailleurs, les financiers internationaux ont tout simplement peur de perdre les milliards de prêts qui font la dette du régime de Kania !

A ce concert, le pape et la hiérarchie catholique polonaise ont ajouté leurs voix. Jean-Paul II a rappelé son “fils” Walesa à l'ordre en lui prêchant la modération. Car la hiérarchie catholique polonaise craint au fond tout autant le “contre-pouvoir” de Solidarność. Surtout que l'exemple des travailleurs gagne la paysannerie — ce qui ne s'était jamais produit jusqu'ici —, les paysans reprenant l'idée d'une auto-gestion de l'agriculture sous forme de coopérative. L'appareil de l'Eglise perd ainsi peu à peu son contrôle des masses ouvrières et paysannes polonaises et du même coup son rôle (toléré par la bureaucratie) de médiateur entre le mécontentement des masses et le régime. Nul doute que la plus vieille bureaucratie du monde, celle du Vatican, n'éprouve de la “compréhension” pour les soucis de MM. Kania et Brejnev.

Ainsi, le pape, le bourgeois et le bureaucrate s'acharnent à répéter une seule et même chose : le socialisme est impossible ! Au moment où, précisément, les travailleurs polonais commencent à montrer le contraire. Rien ne souligne mieux le trait fondamental de notre époque : la force historique de la classe ouvrière internationale, sa capacité de braver l'exploitation capitaliste et l'oppression bureaucratique pour imposer le socialisme. Ce combat est le même, du Nicaragua à la Pologne, de l'Iran à la France ou l'Angleterre. C'est notre combat et la raison d'être de la IVe Internationale.

Michel Thévenaz, 2 février 1981

SOLIDARNOŚĆ

Campagne de solidarité avec les travailleurs polonais

“ Les soussignés affirment leur solidarité totale avec la lutte des travailleurs polonais pour la reconnaissance de leurs droits élémentaires (droit de grève, droit d'organisation indépendante, droit d'expression autonome, etc.).

“ Ils estiment que de telles revendications sont les conditions de base pour que naisse en Pologne un socialisme véritablement démocratique.

“ Ils sont d'avis que plus large sera la solidarité des travailleurs de partout, plus grandes seront les chances d'avènement d'un tel socialisme.”

A la veille de Noël, Solidarność rassemblait des milliers de couvertures, de vêtements, des centaines de milliers de zlotys destinés aux victimes des tremblements de terre en Italie. Les travailleuses et les travailleurs polonais ont ainsi montré qu'ils savent ce que “solidarité internationale” veut dire !

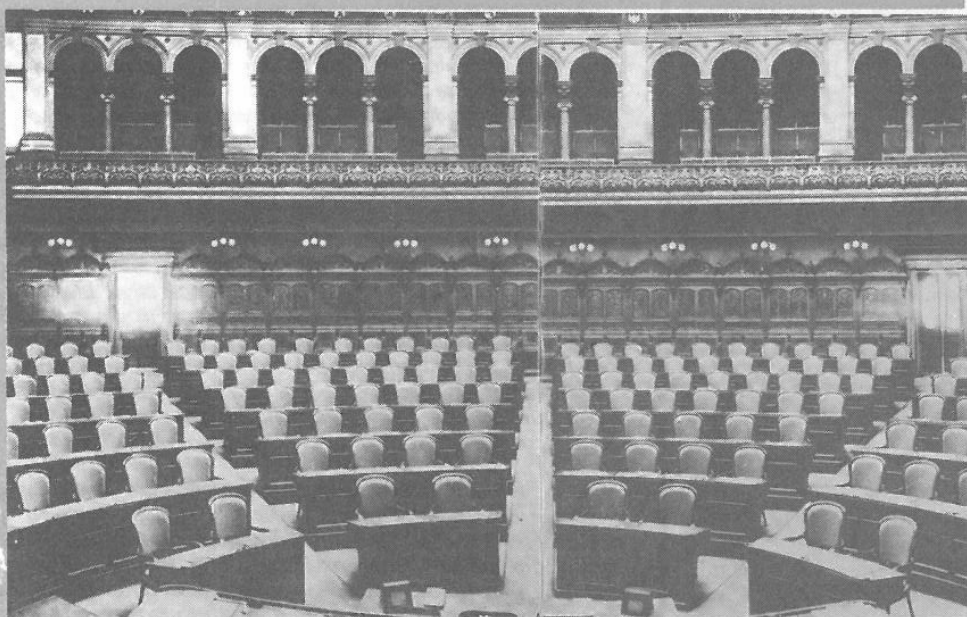
Pourtant Solidarność manque de tout. Solidarność est dépourvu du nécessaire indispensable au fonctionnement d'une organisation de masse : de machines d'imprimerie et de ronéos, mais aussi de machines à écrire et de dictaphones, de bandes magnétiques, de matériel de bureau, de papier...

La pétition-souscription, lancée à l'initiative du CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) en novembre dernier a déjà rassemblé près de 4 000 francs. Des centaines de travailleurs l'ont signée, de nombreux militants syndicaux la diffusent, elle est à ce jour soutenue par le PSO, le PSG, les Jeunesses socialistes de Bâle et Genève, l'OCS, la VPOD Vaud et Genève, la CRT Vaud, le SLP Zurich. Faites signer la pétition, récoltez de l'argent auprès de vos collègues, demandez à votre groupe syndical de l'adopter !

Demande de pétitions : aux organisations ci-dessus et au CSSOPE, c. p. 31, 1 213 Petit-Lancy 1 (GE) et c. p. 45, 1 000 Lausanne 22.

En juin 1980, le comité directeur du Parti socialiste genevois reçoit une lettre signée par des syndicalistes, membres du parti, se plaignant amèrement de sa politique; l'automne 1980 voit la constitution d'un courant de gauche au sein du PSS — le Groupe d'Yverdon; à la fin de la même année, des courants de droite se constituent avec une plate-forme dans les PS zurichois et bâlois; en janvier 1981 la direction nationale du PSS publie un projet de nouveau programme du parti, en indiquant d'entrée de cause ses désaccords importants avec son contenu.

Le PSS en crise?



Les sièges du Conseil national : un but en soi pour ces parlementaires socialistes ?

Des notables parlementaires menacent le Groupe d'Yverdon

Né il y a deux ans, le Groupe d'Yverdon avait affirmé la nécessité de construire une opposition de gauche à l'intérieur du PSS (cf. la brèche no 234/235 et 237). Aujourd'hui, des notables romands — 14 parlementaires nationaux, Félien Morel en tête — demandent l'ouverture d'une enquête disciplinaire contre le Groupe, accusé d'activités fractionnelles à l'intérieur du PSS. Ce qui les hérisse le plus est l'affirmation par le Groupe d'Yverdon de la nécessité de la rupture de la Paix du travail et du retrait des socialistes du gouvernement. Comme quoi la démocratie au sein du PSS devrait s'arrêter là où les notables du parti voient les tours de valse avec la bourgeoisie remis en cause !

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la lettre des 14 parlementaires adressée au Comité directeur du PSS le 19 janvier dernier.

(...)
Nous constatons que depuis environ deux ans, une organisation intitulée "Groupe d'Yverdon" (à ne pas confondre avec la section du PSS d'Yverdon) s'est constituée parallèlement au PSS et en menace l'unité.

a. Ce "Groupe" a édité un manifeste, recruté des membres, tient des séances, dresse des procès-verbaux, perçoit des cotisations, présente des candidats aux élections des organes du PSS, cherche à investir les organes cantonaux et la presse socialiste.

Il utilise les réunions sur le plan suisse pour contacter des camarades provenant des régions où il n'est pas implanté. Il se comporte comme un "parti dans le parti".

b. Le groupe pratique selon ses propres textes une stratégie "conspirative" : il fait son possible pour ne pas apparaître comme une tendance organisée (décision du 5. 9. 1979). De la sorte, il espère que ses agissements ne susciteront aucune réaction du PSS ou des partis cantonaux et qu'il pourra poursuivre son travail de sape en toute impunité.

c. Le groupe porte les accusations suivantes contre le Parti :
— Le PSS est accusé de collaboration avec la bourgeoisie.
— La direction du PSS est jugée incapable de proposer autre chose que des solutions technocratiques bourgeoises.

— La politique du PSS se ferait à coup d'apparitions télévisées des dirigeants.
— Les journaux socialistes ne seraient guère plus socialistes que les journaux bourgeois.
— Le mouvement ouvrier est réputé faible et désarmé.
— Le PS se contenterait de tentatives pragmatiques de modifier la société bourgeoise.
— Le PS se comporterait comme un parti bourgeois. Il cautionnerait les attaques de la bourgeoisie. Il défendrait les intérêts de la bourgeoisie et non ceux des travailleurs.

d. Le groupe s'est donné les priorités suivantes :
1. Autogestion
2. Internationalisme
3. Unité des forces de gauche
4. Opposition absolue à la paix du travail
5. Retrait des socialistes du Conseil fédéral

A ce propos, nous nous bornons à constater que les trois premières priorités ne sont pas suffisamment définies pour qu'il soit possible de se faire une opinion sur la manière dont le Groupe d'Yverdon les envisage. En revanche les deux dernières sont nettement en contradiction avec la politique du parti.

Les soussignés sont d'avis que le Groupe d'Yverdon porte atteinte aux intérêts du PSS et que ses membres contreviennent à l'obligation qui résulte de l'art. 3 des statuts du PSS selon laquelle les membres du PSS acceptent son programme, ses statuts et ses décisions et ne peuvent appartenir à une autre organisation politique :

1. Ils demandent en conséquence au Comité directeur du PSS de s'exprimer sur la compatibilité de l'existence du Groupe d'Yverdon dans le cadre du PSS.
2. Ils demandent au Comité directeur du PSS de s'exprimer sur le fait que le Groupe d'Yverdon sollicite l'adhésion de membres qui "s'engagent à militer dans le PS, avec les membres du Groupe, pour en réaliser les objectifs". (Voir à ce sujet la brochure distribuée par le Groupe d'Yverdon lors du congrès 1980 du PSS à Genève.) (...)

Que cachent ces remous ?

Jusqu'à l'aube des années 70, la politique du PSS a été caractérisée par sa participation gouvernementale au développement des assurances sociales, en particulier de l'AVS/AI. Les limites de ces réformes n'ont pas empêché le PSS d'en tirer un crédit politique relativement important. Un Hans-Peter Tschudi était le "Conseiller fédéral de l'AVS". Un Max Weber représentait la croissance continue des dépenses sociales de l'Etat... Toute la politique du PS était guidée, comme le dit la direction actuelle dans sa prise de position sur le projet de nouveau programme, par la conviction que "... l'Etat doit être le moteur du progrès social". La fin de la période de croissance de l'après-guerre, combinée avec le début des restrictions des dépenses publiques imposées par la bourgeoisie, a toutefois eu pour conséquence "... que nos postulats visant à l'amélioration des prestations sociales (assurances sociales, etc.) ne paraissent plus pouvoir être remplis suivant nos conceptions actuelles et débouchent sur une lutte pour la répartition des ressources de l'Etat" (Dossier SPS/PSS — Révision du programme, page 90).

En effet, le PSS ne peut plus justifier sa politique actuelle par des résultats significatifs pour les salariés. La plupart des espoirs mis par le PSS et l'USS dans le 2ème pilier, la réforme de l'assurance-maladie, la formation professionnelle et la croissance des libertés démocratiques depuis 10 ans environ ont été déçus, et cruellement parfois. L'escroquerie que constitue le 2ème pilier avait été acceptée dans son principe par les directions réformatrices dans l'espoir d'obtenir des rentes-veilles complémentaires à l'AVS satisfaisantes. Aujourd'hui le projet de loi sur le 2ème pilier fixe les cotisations mais ne garantit même pas les rentes qui devraient y correspondre. Un exemple parmi d'autres.

Depuis 1975 la bourgeoisie a bloqué la croissance des dépenses sociales et a cherché à faire introduire, avec la collaboration des directions réformatrices, la TVA comme réponse à la crise des finances fédérales. A la suite de l'échec de la TVA, la bourgeoisie a décidé de fixer le prix devant être payé par le PSS pour continuer à participer au gouvernement à un niveau plus élevé. Tout en souhaitant reconduire la collaboration avec le PS, elle n'est prête à céder que des roupies de sansonnet pour les compromis nécessaires à cette politique.

Cette nouvelle agressivité de la bourgeoisie à l'égard du PSS ne va pas sans causer des difficultés à ce dernier. On peut illustrer celles-ci par les déboires que le PS a connus, en 1980, dans diverses élections à des exécutifs cantonaux ou communaux, régis par la règle de la majorité et non celle de la proportionnelle comme c'est le cas pour les élections législatives. A Genève, Berne et Schaffhouse le PS a perdu des sièges dans des exécutifs. Bien que des éléments particuliers caractérisent chacune de ces élections, une constante ressort : ces pertes sont aussi la conséquence du fait que la bourgeoisie n'a plus autant accordé, comme par le passé, de voix aux candidats PS, sans que cela soit compensé par une mobilisation accrue de l'électorat ouvrier.

Face à cette modification de l'attitude de la bourgeoisie, le PS est faible : il ne dispose ni d'une stratégie de rechange ni surtout, pour l'instant, des moyens d'une mobilisation qui lui permettrait de modifier le rapport de forces pour imposer à la bourgeoisie la renégociation des termes de sa collaboration. Willi Ritschard l'exprime bien, à sa manière.

Dans une rencontre de la VPÖD il se lamenta : "Quand je parle des finances fédérales j'ai l'impression d'être le pâtre qui siffle dans la forêt pour chasser sa peur". Un peu plus tard, il déclare dans une interview accordée au "Volksrecht" : "Jeter l'éponge à cause de cela (les finances fédérales, réd.) ne correspond pas à mon tempérament... je doute que cela serait compris par le peuple suisse aussi bien que le fut le retrait (du Conseil fédéral, réd.) de Max Weber en 1953".

Tensions entre la bureaucratie syndicale et le PS

Le courant de droite dans le PS bâlois s'est intitulé "Communauté d'action de sociaux-démocrates et de syndicalistes" et vise la modification du cours actuel de ce parti. Il déclare diriger son combat pour le maintien de la seule politique conforme "aux intérêts de la population laborieuse", à savoir celle qui consiste à modifier "... en faveur des travailleurs les rapports de majorité dans les institutions démocratiques de notre Etat". Les moyens de cette politique : participation, à tous les niveaux, aux exécutifs, reconnaissance de "l'Etat de droit", qui a dans une large mesure contribué à "la protection et à la sécurité des socialement faibles". Toute action du PS qui appuierait, d'une façon ou une autre, l'utilisation de moyens "illégaux" comme, par exemple

l'occupation d'immeubles pour combattre la pénurie de logements, est dans ce sens nuisible et condamnable.

Le courant de droite dans le PS zurichois (Communauté de travail sociale-démocrate) reprend des thèmes analogues, en condamnant la politique des "sectaires" qui veulent rompre les liens avec le mouvement syndical et "démonter le mouvement ouvrier".

A Zurich le conflit a éclaté parce que la gauche du parti a proposé de ne plus établir de listes électorales en commun avec les syndicats, considérant que ceux-ci sont un obstacle au développement d'une politique plus active. A Bâle la gauche s'était battue pour ne pas soutenir la réélection d'un Conseiller d'Etat, Schnyder, qui avait été l'artisan de la répression policière contre les occupations d'immeubles. Cela provoqua une réaction en faveur de Schnyder de la droite du parti liée à la bureaucratie syndicale.

Ces confrontations ont illustré les faiblesses de la gauche du PS. Depuis plusieurs années elle a, de fait, mené sa politique là où la bureaucratie syndicale et l'appareil du PS étaient lacunaires : la politique communale et l'écologie. Dès que la politique de la gauche sur ce plan trouvait un écho dans une mobilisation, une confrontation avec la droite et la bureaucratie syndicale s'ensuivait très rapidement.

A Genève, par exemple, le courant écologiste a obtenu que le PS combatte le projet d'autoroute de contournement, qui était fortement soutenu par la bureaucratie syndicale. Il en est découlé de violentes disputes au sein du parti. A Zurich, le soutien du PS à certaines revendications du mouvement jeunes a tout de suite été suivi de confrontations politiques avec la majorité de droite du cartel syndical, qui soutient les mandataires du PS dans le gouvernement local et sa politique répressive.

Dans toutes ces batailles, la gauche du PS n'a pu contrebalancer le poids de la bureaucratie par une présence active dans les syndicats, ni d'ailleurs présenter des propositions politiques d'action lui permettant à la fois de centraliser son apparition et d'apparaître comme un courant ayant des réponses pratiques aux problèmes de réorientation du mouvement ouvrier.

Par contre, les courants de droite sont, eux, confrontés à une difficulté majeure : la situation objective ayant changé, la politique réformatrice traditionnelle qu'ils défendent n'a que peu de chances d'aboutir à des résultats permettant de sortir le PS de son impasse politique actuelle.



"C'est fou ce que mes roses au poing ont fané vite ces derniers temps."

Comment aller de l'avant ?

Les différenciations apparues dans le PS ne vont pas disparaître de sitôt; il se pourrait même bien qu'une petite partie de la droite décide de scissionner. La discussion sur le nouveau programme, déjà fortement hypothéquée par le projet présenté — qui n'a rien d'un programme d'action et sur lequel nous reviendrons —, ne va certainement pas aboutir à de grandes victoires pour la gauche.

La gauche devra, si elle veut dépasser ses faiblesses actuelles, montrer sa capacité de développer une politique conséquente pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Cela signifie qu'elle ne pourra se limiter ni aux discussions philosophiques sur le projet de programme, ni aux actions en marge des questions prioritaires du mouvement ouvrier. Savoir prendre des initiatives politiques sur les revendications les plus importantes pour les salariés, telles que les droits égaux, "Etre solidaires", la formation professionnelle ainsi que les finances fédérales, et les porter dans le mouvement ouvrier, en particulier dans les syndicats, en proposant la constitution sans exclusives ni préalables d'un front unique de mobilisation autour de ces revendications — voilà ce qui permettra de remettre le mouvement ouvrier sur la bonne voie et d'avancer vers une activité des salariés, indépendante de la bourgeoisie.

André Meylan

Le 1er février 1959, le canton de Vaud fut le premier canton de Suisse à accepter le suffrage féminin, par 33 671 OUI contre 30 285 NON, soit avec à peine 5 o/o d'écart. En octobre de la même année, lors d'élections au Conseil des Etats, le POP présentait notre camarade, Marceline Cordone (ex-Miéville) comme candidate. Rappelons qu'elle fut au nombre des exclus du POP qui, en 1969, fondèrent la LMR.

Suffrage féminin ~ droits égaux, même combat ?

Entretien avec Marceline Cordone



Marceline Cordone durant la campagne pour l'élection au Conseil des Etats en 1959.

la brèche : Quelle était l'ambiance dans le canton lors de ces votations sur le suffrage féminin en 1959 ?

Marceline : Ce fut une campagne importante, qui sensibilisa beaucoup les gens. Les meetings furent nombreux, jusque dans de petites localités, et bien fréquentés, avec des débats souvent assez vifs. Personnellement, je me rappelle avoir ressenti une certaine coupure entre les générations, les jeunes étant plus largement favorables au droit de vote des femmes.

La campagne a été menée par l'Association des femmes pour le suffrage féminin, soutenue par tous les partis politiques de la place. Les bourgeois n'ont pas boudé cette campagne, comme on a tout lieu de le craindre pour celle des droits égaux, malgré la même unanimité. On pensait généralement à l'époque que les femmes de milieux aisés et intellectuels se rendraient plus facilement aux urnes que celles de la classe ouvrière, surchargées de travail. Sans doute les bourgeois misaient-ils sur des avantages électoraux.

la brèche : Et le POP ?

Marceline : Le POP s'est toujours prononcé pour le suffrage féminin. La situation sociale et économique des femmes en URSS, le fait qu'elles aient eu le droit de vote dès 1917, était l'un des chevaux de bataille du POP dans le cadre de sa propagande prosoviétique. Il faut cependant noter que si le Parti se battait pour une infrastructure sociale qui soulage les femmes dans leur travail domestique, il ne remettait pas en question les rôles assignés à l'homme et à la femme par la bourgeoisie. Il avançait comme solution le travail à mi-temps et se prononçait à l'époque fermement contre le droit à l'avortement.

la brèche : Mais qui donc furent les opposants ?

Marceline : La seule formation politique à mener campagne contre le droit de vote des femmes fut la "Ligue vaudoise" d'extrême-droite. Elle a multiplié tracts et annonces payantes dans la presse au nom d'un quelconque comité d'opposants.

la brèche : Les opposants ont quand même obtenu 30 000 voix ?

Marceline : Oui, leur campagne portait sur le fait qu'il fallait protéger la femme de la politique ("pauvre mignone..."), sauvegarder son rôle au foyer. Ils insistaient sur le fait que si par hasard des parents n'étaient pas du même avis, les familles seraient déchirées par des conflits dramatiques... Ils ont même utilisé le fait que les femmes ne faisaient pas de service militaire, comme maintenant à propos de



L'humour grinçant des adversaires du suffrage féminin.

l'égalité des droits... On réchauffe les mêmes plats à toutes les sauces, malgré leur odeur de moisi !

la brèche : Et quand les résultats ont été connus ?

Marceline : En tant que femmes, nous l'avons ressenti comme une grande victoire. En tant que citoyennes, comme la fin d'une situation qui tournait au ridicule.

Dans les rangs du POP, la satisfaction était générale, même si, comme je l'ai dit plus haut, on pensait que la droite en serait renforcée. Ce fut d'ailleurs le cas. Aux premières élections cantonales qui ont suivi, les libéraux ont sensiblement augmenté leurs suffrages. Puis cela s'est tassé.



"Voulez-vous de telles femmes ?" Variation helvétique sur le thème du "sois belle et tais-toi !".

la brèche : Tu as été la première femme dont le nom a figuré sur une liste électorale. A quelle occasion ?

Marceline : Lors d'élections en octobre de cette même année pour le Conseil des Etats. Le POP m'a présentée d'une part pour ne pas être absent de ces premières votations auxquelles les femmes étaient appelées à participer, d'autre part sous le slogan : "Une femme à Berne" pour soutenir la lutte des féministes en Suisse alémanique, où elles rencontraient encore une opposition obstinée. La presse alémanique a vu rouge et s'est déchaînée. Je me souviens d'une caricature où l'on

me voyait en train de faire du strip-tease avec la légende suivante : "Le POP inaugure une nouvelle politique".



Les socialistes non plus n'étaient pas satisfaits, car ils craignaient la division des voix de la gauche pour leur candidat Sollberg. Ils étaient, dans leurs meetings électoraux, assez véhéments contre ma candidature.

la brèche : Et comment s'est passée l'élection ?

Marceline : Si ma mémoire est bonne, le radical et le libéral ont fait dans les 40 000 voix. Sollberg environ 25 000 et moi près de 15 000. Mais 5 000 bulletins de vote du PS et du POP avaient été annulés, les enveloppes contenant les deux listes. Or nous avons su que — sous couvert de renseigner les femmes sur les modalités civiques — dans certaines entreprises et certains grands magasins, on avait dit aux vendeuses et aux travailleuses : "Et si vous voulez voter à gauche vous n'avez qu'à mettre dans la même enveloppe les listes de Sollberg et de Marceline Miéville".

J'avais aussi reçu un coup de téléphone des femmes des Ormonts, à qui leurs concitoyens avaient dit que si vraiment elles voulaient voter pour moi, elles n'avaient qu'à mettre mon nom sur la liste de l'Entente vaudoise; mais elles s'étaient méfiées et trouvaient curieux qu'on puisse voter pour 3 personnes alors qu'il n'y en avait que deux à élire...

la brèche : Aimerais-tu ajouter quelque chose ?

Marceline : Oui. J'ai une ou deux fois souligné certains parallèles et certaines différences entre ces votations pour le suffrage féminin et celles sur les droits égaux. L'une et l'autre paraissent ou devraient paraître aller tellement de soi que tout le monde finalement se prononce pour. On n'ose vraiment plus dire que l'on considère les femmes comme des êtres inférieurs. Mais l'égalité des sexes touche à des conditionnements si profonds que les arguments les plus réactionnaires seront toujours avancés par quelques-uns et peuvent rencontrer un écho assez large, sinon avoué. De plus, les droits égaux rejoignent, eux, le domaine économique tabou, surtout en cette période de récession. C'est pourquoi je voudrais dire en conclusion que la campagne que nous avons à mener doit, pour réussir, mobiliser le plus de forces possible, et surtout celles du mouvement ouvrier.

Conseil de ville biennois

AUCUN APPUI
AUX CANDIDATS
BOURGEOIS !

"Je soutiendrai les représentants du parti socialiste biennois, mais je m'abstiendrai pour les candidats de la fraction bourgeoise et de l'Entente biennoise", a déclaré Sylviane Zulauf (PSO) devant le conseil de ville du 29 janvier 1981 qui élisait les membres du bureau du conseil de ville et de la commission de gestion.

Précisant ensuite : "Par mon abstention, le Parti socialiste ouvrier affirme clairement qu'une gestion de la commune de Bienne, au service des travailleurs, n'est pas possible, main dans la main avec ceux qui licencient, qui s'opposent aux 40 heures, à l'augmentation du personnel municipal, à la création d'un CISC; avec ceux qui veulent la diminution des dépenses sociales sur le dos des travailleurs. Les partis bourgeois, qui, en fait sont les représentants du patronat et des banques, défendent "leurs droits" d'être représentés selon leur force électorale, dans les différentes commissions. Le parti socialiste ouvrier se permet de leur poser la question : "Pourquoi ces partis et leurs membres, cadres ou chefs d'entreprise, ne défendent-ils pas alors, dans cette même logique, le droit des salariés — qui sont la majorité — à contrôler et à décider de leurs conditions de travail ?" On réclame, ici, la démocratie, alors que dans la vie réelle, c'est une minorité qui décide.

Pour conclure : en votant les représentants du parti socialiste biennois — le plus grand parti des travailleurs à Bienne — nous attendons qu'ils prennent leurs responsabilités dans la gestion municipale; qu'ils s'engagent véritablement pour les revendications contenues dans leur programme électoral — 40 heures, CISC, augmentation du personnel, etc. — et qu'ils rendent des comptes face aux salariés et aux syndicats."

Dans cette logique, notre camarade est intervenue pour demander le vote nominal des membres de la commission de gestion et non un vote en bloc. Cette proposition soumise au vote a recueilli le soutien de 12 voix dont 10 venant d'élus socialistes et une des POCH. C'est un premier "bon point", car si les socialistes s'abstiennent ou refusent parfois d'élire des bourgeois particulièrement corrompus, ils ne pratiquent pas couramment un vote de défiance à leur égard.

Enfin, suite à la réponse du municipal à l'interpellation de l'élu des POCH relative aux licenciements à la SSIH, Sylviane a pris de nouveau la parole pour concrétiser la déclaration précédente; expliquant comment un conseil municipal, à majorité socialiste, pourrait dans le cas de licenciements dans l'une des grandes entreprises de la ville soutenir les actions des travailleurs pour se défendre, mais surtout pratiquer une politique sociale vis-à-vis du personnel communal, par exemple en rejetant le blocage du personnel ou en accordant les 40 heures sans plus tarder, ce qui stimulerait les travailleurs et serait un précédent pour tout le personnel du privé.

corresp. Bienne

Iran, la libération des otages US :

Le jeu du "qui perd gagne"?

Ce qui à Téhéran avait commencé comme une manifestation anti-impérialiste de masse s'est terminé début janvier comme une vulgaire transaction entre deux marchands de tapis. L'Iran n'aura obtenu en contrepartie des otages que le dégel des avoirs bloqués par les Etats-Unis, de telle sorte que ces derniers n'auront, de fait, rien payé. Et la fortune du chah est restée là où elle était. Certes l'accord sur la libération contient des clauses qui indiquent bien que l'impérialisme US n'a pas encore retrouvé sa splendeur d'antan. Ainsi les Etats-Unis se sont engagés à empêcher toute plainte de ressortissants de leur pays contre l'Iran. Mais déjà une armée de juristes est en train de passer au peigne fin ce document afin de fournir les arguments techniques permettant à Reagan d'en réfuter tout ou partie.

Après l'échec d'une série de tentatives militaires (opération hélicoptère ratée en Iran, tentative du gouvernement US de faire intervenir l'ONU), économiques (le blocus n'a pas été respecté par tous les partenaires des Etats-Unis), politiques (soutien aux contre-révolutionnaires iraniens en exil), la voie de la négociation semblait être la seule possible dans l'immédiat pour l'impérialisme américain. Obligé de traiter avec un gouvernement de "terroristes", l'impérialisme américain n'aura pu sauver la face qu'à moitié, sans parvenir à retrouver l'autorité incontestée qui fut la sienne dans les années 60. Trois éléments lui permettront pourtant de parvenir à un accord peu compromettant en regard des crimes

innommables de sa politique et de la mobilisation anti-impérialiste des masses iraniennes.

D'abord l'économie iranienne, aux prises avec la gestion désastreuse des mollahs, les effets de la guerre irano-irakienne et du blocus de certains fournisseurs, est au bord du gouffre. A tel point que l'Etat iranien ne disposait plus — avant l'accord — d'assez de liquidités pour payer ses fonctionnaires.

Ensuite la pression exercée par l'agression irakienne, qui a clairement fait ressortir la dépendance militaire de l'Iran envers les Etats-Unis et renforcé le camp des partisans de la libération rapide des otages.

Enfin et surtout, la politique catastrophique suivie par la direction nationaliste iranienne, qui a aussi bien lors de l'agression ira-

kienne que durant l'affaire des otages, a systématiquement refusé — par crainte d'en perdre le contrôle — de faire appel à la seule force capable de contraindre effectivement l'impérialisme, la mobilisation des masses. Le slogan de "l'armée des 20 millions" n'a jamais débouché sur l'armement du peuple, restant une fanfaronnade creuse. De même, la direction khomeiniste a toujours refusé de tenir le grand procès public des crimes US qui aurait pu constituer un formidable moyen de mobilisation anti-impérialiste. La peur d'y voir

dévoilées les accointances profondes de la bourgeoisie iranienne et de son Etat avec les Etats-Unis sous le règne du chah n'y était pas étrangère. Pris à la gorge économiquement et militairement, désarmé politiquement, le parlement iranien n'avait plus qu'à accepter le rapport de forces. L'un des députés les plus favorables à la libération des otages, M. Hadi, le dira ouvertement en répondant à l'un de ses collègues : "Crois-tu vraiment que la détention de 52 otages US équivaut à une lutte contre l'impérialisme ? Mais tu rêves ! Crois-tu vraiment qu'ils nous restitueront la fortune du chah ? Cela aussi n'est qu'un rêve !".

Ce rêve, seul l'approfondissement de la révolution iranienne pourra le réaliser.

Eric Peter

"Victimes de sévices"

Durant quelques jours, la presse occidentale s'est beaucoup étendue sur les sévices et autres tortures supposés subis par les otages. Puis elle n'est plus tellement revenue sur le sujet, la matière première faisant visiblement défaut. A trop insister sur l'horreur de la détention en isolement, sur le caractère insupportable des pressions psychologiques, sur la brutalité inouïe de ceux qui cassèrent quelques dents aux otages, on aurait fini par donner de mauvaises idées aux lecteurs. Qui, sans même parler du Salvador, de l'Irlande ou des prisonniers corses en France, auraient pu comparer ce traitement "abominable" avec celui que les forces de l'ordre de Zurich ou Lausanne réservèrent aux manifestants jeunes. C'est difficile d'être contre les brutalités en Iran et pour la répression en Suisse !

"Prisonniers de guerre"

Refusant d'appeler les otages autrement que "prisonniers de guerre", le nouveau président des Etats-Unis, Ronald Reagan a fait preuve d'un cynisme révélateur. Ces "employés d'ambassade" étaient donc bien en guerre contre la révolution iranienne. Et le nombre de soldats parmi les otages montre effectivement que les personnes arrêtées ne s'occupaient pas prioritairement du service de conciergerie de l'ambassade, mais bien plus clairement du renseignement militaire, du contre-espionnage, bref du sale boulot de la CIA. Et le fait que les otages se soient reposés une semaine durant à West Point, haut lieu de l'armée US, ne doit certainement rien au hasard.



L'un des otages américains durant sa captivité à l'ambassade américaine de Téhéran.



A Marghera, près de Venise, les travailleurs de Montedison manifestent leur refus des licenciements.

Italie — après FIAT :

13 000 licenciements à Montedison !

C'était malheureusement prévisible : l'impossibilité d'empêcher les 23 000 licenciements à la FIAT l'automne dernier équivalait à donner le feu vert au patronat italien pour licencier à tour de bras. Après Fiat, c'est maintenant le géant de la chimie italienne, MONTEDISON, qui s'apprête à porter le second coup : 13 000 licenciements sont annoncés à très court terme sur les 43 000 salariés du groupe. Quelque six mille salariés ont déjà reçu leur congé. La mise à la porte, pour une partie d'entre eux, aura lieu le 13 février déjà. Décidément, le patronat italien se comporte en boxeur qui a le dessus : ne pas laisser l'adversaire reprendre ses esprits !

Quelle riposte ?

On aurait complètement tort de faire porter la responsabilité de cette position de faiblesse des salariés aux travailleurs eux-mêmes. Comme à la FIAT l'automne dernier, la combativité à la base est extraordinaire. Ainsi, le vendredi 30 janvier, il manquait à peine 10 000 des employés à l'appel de la grève générale des travailleurs du groupe, dans ses grands centres (Marghera-Venise, Milan, Castellanza) comme dans les secteurs plus périphériques (Brindisi ou la Sicile). A Palerme, une manifestation de plus de 10 000 ouvriers marqua l'aboutissement d'une journée de grève générale de toute l'industrie de l'île. Cependant, comme lors des licenciements à la Fiat, c'est au niveau des directions syndicales et des directions des grands partis ouvriers que le bât blesse. Durant le laps de temps qui s'écoulait entre cette grève du 30 janvier, première forme de riposte qui montrait une combativité très réelle à la base, et le lundi 2 février, la seule perspective avancée par ces directions était celle d'une grève générale de 4 heures des ouvriers du secteur de la chimie; action notoirement insuffisante pour faire reculer la direction du trust, puisque plusieurs de ces grè-

ves générales sectorielles n'ont pu en leur temps faire plier la FIAT.

Alors que nous écrivons, deux événements décisifs sont en train de se produire dans la même ville. D'une part, les syndicats de la chimie rencontrent une délégation du gouvernement et des dirigeants de la Montedison (l'Etat détient la moitié du capital du trust — ce qui n'est manifestement pas une garantie pour l'emploi). D'autre part, les 1 200 délégués des travailleurs sont réunis à l'enseigne de la Fédération unitaire de la chimie, la FULC, et ils doivent décider de la riposte. Des propositions sont déposées, qui vont beaucoup plus loin que ce que les dirigeants syndicaux ont proposé : le choix sera donc entre une grève générale du secteur chimique le 13 février d'un côté et une grève générale de toute l'industrie privée italienne — proposition que les chimistes feraient aux fédérations qui seraient dans ce cas appelées à trancher le vendredi 6 février. L'occupation des usines du trust est également proposée par certains délégués.

Le sort de 13 000 travailleurs, et au-delà, des ouvriers de l'ensemble du groupe, de l'ensemble de la chimie, se joue donc ces jours-ci à Florence.

3 février 1981, F. G.

Juifs/immigrés

Parmi les rares films qui ont quelque chance d'atteindre, de par les capitaux mis en œuvre, le public des salles traditionnelles, surtout en Suisse allemande, je choisirais de mettre en évidence "Das Boot ist voll" (La barque est pleine), de Markus Imhoof. De forme classique, ce film exploite une situation dont l'aspect mélodramatique n'est pas centré sur un personnage auquel le spectateur est appelé à s'identifier, mais sur un groupe de personnages qui réclame l'aide d'un autre groupe. Le dénouement n'est pas apporté par la fatalité, mais par une volonté politique, qui dépasse le niveau de conscience et de capacité de refus des deux groupes. Les premiers forment en effet un groupe de réfugiés allemands qui réussit à passer secrètement la frontière suisse durant la seconde guerre mondiale. La plupart sont Juifs, mais un soldat allemand s'est joint à eux. Quant au groupe dont ils réclament l'aide, ce sont les habitants d'un village frontalier suisse-allemand. A la fin du film, la plupart des Juifs sont livrés aux fours crématoires allemands par les autorités suisses sans que la population, partagée, ne parvienne effectivement à s'y opposer. Basé sur des faits réels (le fameux refus d'asile aux Juifs), le récit est bien entendu prévisible dans la mesure où il ne dépasse pas l'illustration d'un thème historique, mais il a l'avantage de livrer un portrait de la paysannerie suisse et du gouvernement bourgeois de l'époque propre à détruire plus d'un mythe sur la vocation hospitalière et humanitaire de la Suisse. Ce film ne semble plaire ni au Conseil fédéral ni aux cinéphiles qui y voient une dramaturgie trop typée.

On n'assassine pas Hitler, même à titre posthume...

Un autre film traite de la même époque, et tente de tisser des liens plus directs avec la réalité actuelle : le documentaire "Es ist kalt in Brandenburg (Hitler töten)" (Il fait froid au Brandebourg — tuer Hitler), de Hans Stürm, Villi Hermann et Niklaus Meienberg (dont la diffusion en salles traditionnelles est plus qu'improbable). La démarche du trio est à la fois plus ambitieuse et moins aboutie que dans le film précédent. Un personnage fantomatique hante le film d'un bout à l'autre : Maurice Bavaud, ce jeune Neuchâtelois, à la fois conformiste et inquiet, qui s'était mis dans la tête d'approcher Hitler pour pouvoir le tuer, et qui s'est simplement fait prendre dans le train parce qu'il n'avait pas de titre de transport. Le film utilise l'itinéraire suivi par Bavaud comme fil conducteur, mais Bavaud n'est, sans doute est-ce là involontaire de la part de nos auteurs, qu'un prétexte. Le personnage reste parfaitement énigmatique, bien que les auteurs prennent beaucoup de temps (et le film dure deux heures vingt !) à nous montrer par exemple sa famille et la boutique où il s'est procuré un revolver. Tout se passe comme s'il était plus important de prendre les choses à la lettre (à l'image) que de "décortiquer" un passé dans sa survivance actuelle. Le film oblique donc vers des parallèles qui semblent aux auteurs d'actualité : ce que disent des passants munichois de leur vécu sous le nazisme, la façon dont on traite les détenus terroristes dans les prisons berlinoises, les réactions "fascistoïdes" d'une partie du public zurichois lors de la grande "occupation" de cette ville par l'armée il y a deux ans, etc. Finalement, le film s'achève au malaise qu'éprouvent les auteurs à l'égard de la société allemande et suisse-allemande d'aujourd'hui. Malheureusement, quand les caprices du hasard guident la recherche historique, fût-elle actualisée et "poétisée", il est difficile de maintenir

Du Super-8 au 35 mm sur grand écran en passant par la Vidéo et le 16 mm : pratiquement tout ce qui est digne d'être vu, du budget de quelques centaines de francs jusqu'à la production avoisinant les 2 millions, peut se voir sur les écrans des Journées de Soleure. Comparer des œuvres de conception et de dimensions si différentes serait une gageure. Autant se concentrer sur quelques films qui mériteraient à un titre ou à un autre le déplacement, pour autant qu'ils parviennent à attirer votre attention dans les futurs programmes des cinémas, de la TV ou des salles dites "parallèles". Car il est bien connu que la publicité faite à un film n'a que très rarement quelque chose à voir avec sa qualité ¹⁾.



Journées de Soleure du cinéma suisse :

Une vue sur quelques films

la sensibilité du spectateur en éveil aussi longtemps. Arrivé à ce point, le film a déjà perdu de son potentiel de mise en question. "L'exécution du traître à la patrie Ernst S." du duo Meienberg-Dindo, plus cohérent dans son enquête, décoratif plus profondément les motivations des acteurs historiques. Le film sur Bavaud comporte néanmoins, sur le tard, quelques scènes d'une très grande force expressive; ne serait-ce que la visite aux archives nazies intactes (!) dont le contenu, gardé secret par les dépositaires américains, suffirait à faire trembler la classe dirigeante allemande; ou encore la lecture du jugement du procès de Bavaud, confirmé à titre posthume parce que le Suisse avait voulu porter atteinte à un chef d'Etat — fût-il Adolf Hitler !! Ce film dérange les autorités suisses, comme le précédent, car il apparaît clairement que celles-ci, à l'époque, n'ont strictement rien tenté pour soustraire Bavaud au bourreau nazi.

Trois des principaux auteurs de documentaires alémaniques ont dû avoir recours à des "acteurs" pour

tenir le rôle de personnes réelles qu'ils ne pouvaient pas filmer : un comédien joue le rôle de Bavaud, une étudiante celui d'une femme au centre du livre "Montauk" de Frisch dans "Max Frisch — Journal I-III" de Richard Dindo; une immigrée italienne remplace une des ses compatriotes, qui n'a pas osé donner plus que sa voix, pour le récit de sa vie que fait Gertrud Pinkus dans "Il valore della donna è il suo silenzio" (la valeur de la femme est son silence). Ce parti pris peut paraître osé; il marque plutôt une recherche au niveau formel, de la part de cinéastes documentaires qui éprouvent peut-être des difficultés à passer du simple compte rendu, du simple constat, à un cinéma qui ouvre les portes à l'univers intérieur, bref, qui ne doit plus se contenter de reproduire ce que les gens croient pouvoir dire d'eux-mêmes. Il s'agit donc d'une tentative probablement fourvoyée de trouver de nouvelles solutions formelles à un problème qui n'est pas, d'abord, formel : celui de dépasser la nécessaire "pudeur" du document filmé.



Scènes de "Das Boot ist voll", de Markus Imhof et d'"Il valore della donna è il suo silenzio" de Gertrud Pinkus (photo du haut).

Textes sur images

Croyant "renouveler" le documentaire suisse, Richard Dindo par exemple s'attache durant deux heures à faire surgir d'images pour la plupart dépourvues du caractère suggestif que peuvent avoir les textes de Frisch dont elles sont inspirées une réflexion qui finalement se retourne contre Frisch et Dindo. Ce qu'un écrivain mâle peut dire sur ses rapports avec les femmes n'a probablement de sens que comme document sur les limites de l'homme dans l'écriture; finalement, on retiendra surtout ce que les femmes que Frisch a connues disent elles-mêmes dans ce film, trop brièvement, du rapport distordu, effroyablement narcissique, que l'intellectuel entretenait avec elles. Une femme aurait dû faire ce film probablement. C'est peut-être ce dont Dindo se rend compte lorsqu'il met en scène la jeune femme chargée, par lui, d'enquêter sur "l'idylle" d'un week-end qu'évoque Frisch dans son livre. Que cela est donc compliqué...

Une Italienne à Francfort

Une femme, par contre, parle d'une femme (Italienne immigrée en Allemagne de l'Ouest) dans "Il valore della donna...". Un début en couleur, qui se passe de personnage pour suggérer, dans le style d'un film de fiction, le village natal. Et l'on adopte ensuite le noir et blanc pour bien indiquer que ce qui suit se passe dans la grisaille... La confession de l'Italienne est d'une grande authenticité : son enfermement, son isolement, puis sa servitude; quatre enfants naissent, qu'elle n'a pas tous vus, jusqu'au point où elle s'aperçoit qu'elle est victime d'une duperie; son mari, Italien émigré qui l'a enlevée à sa famille, ne veut pas vraiment retourner au pays, et ne prend plus garde à elle. Bien qu'elle se soit mise à travailler pour échapper à sa déprime, ses tâches domestiques et l'oppression de son mari lui interdisent de vivre l'amitié qu'elle ressent pour une autre ouvrière, yougoslave émigrée comme elle. Comment échapper à cette grisaille si prévisible ? Aucune solution individuelle n'étant sérieusement envisageable, c'est l'entreprise même de ce film qui paraît conduire tout droit à l'impasse que vit réellement, désespérément, cette femme. Brecht, lui, avait proposé une méthode pour placer ces destins individuels — comme celui de Mère Courage — dans leur cadre his-

torique et social mouvant. Ici, on définit le cadre au début : la Sicile en opposition à la grande ville du Nord. Mais plus le film avance, plus l'angle de vue se resserre. Il est donc de moins en moins possible d'éprouver cette distance salutaire qui fait que dans Brecht ou dans un livre comme celui de John Berger et Jean Mohr (Le Septième homme) ce qui arrive, serait-ce désespérant, ne peut pas paraître comme le produit d'une pure "fatalité". Sans doute consciente de ces limites, Gertrud Pinkus a cru devoir adjoindre à l'histoire de cette femme un montage de débats que ce film a provoqués dans un public immigré en Suisse allemande. Inévitablement, les interventions des immigrés politisés y paraissent très schématiques. A force de ne pas maîtriser les choix formels, on risque constamment l'ennui ou la caricature.

Petite musique de Suisses conformistes

Finalement, un des seuls documentaires cohérents est livré par un jeune Soleurois, Bruno Moll, auteur de "Samba Lento", qui décrit un groupe de quatre musiciens amateurs, quatre hommes de la Suisse conformiste — un flic, deux cadres d'entreprises privées et un étudiant. Parlant de la musique de variétés qu'ils aiment jouer, ils parlent en fait de leur façon de concevoir l'usage d'une bonne partie de leur "temps libre", loin de leurs femmes... L'auteur, sans jamais intervenir verbalement lui-même, fait ressortir quasi organiquement les contradictions de nos personnages : leur amour du petit foyer douillet, mais leur besoin d'évasion; le plaisir du jeune flic à passer ses vacances en Italie (où l'on traite si bien les enfants, dit-il), mais son intervention très sèche à l'égard de l'Italien sans papiers et sans un sou qui s'est fait pincer en gare d'Olten... Il ressort de ce film d'une heure environ une image saisissante de salariés de la catégorie supérieure, voire de petits bourgeois, imprégnée d'une hypocrisie qui n'est jamais montrée du doigt. Le respect même des personnes n'empêche nullement de soulever les contradictions. Cette réussite est due à un rapport conflictuel de l'auteur avec le thème du film, qui détermine des choix conscients dans la façon de filmer : une caméra très mobile permet de faire "respirer" l'image et le son dans la suggestion du décor; un montage, très conscient des écueils qui attendent de tels portraits imbriqués les uns dans les autres, permet d'éviter la linéarité (défaut manifeste dans "Il valore della donna..."), ou les digressions trop poussées (défaut dans "Bavaud" ou dans "Max Frisch..." de Dindo). Bref, le film évoque la mobilité alors même que les musiciens amateurs sont des Suisses (allemands) bien conformistes. Est-ce dû à la présence de la musique, qui semble plaider pour cette part d'univers imaginaire, cette "joie de faire" qui vient perturber la masse de préjugés que l'approche de tels hommes suppose, de la part de jeunes cinéastes suisses plus ou moins en rupture avec la société évoquée ?

1. 2. 1981, Frédéric Gonseth

¹⁾ Soleure 81, c'est encore un bon nombre de films dont il vaudrait la peine de parler, probablement autant que de ceux-ci. Des films issus du "mouvement des jeunes" par exemple, d'autres films de fiction (les court-métrages, surtout en Suisse romande, comme "Sweet Reading" de Michel Rodde), des films d'animation, ou d'autres documentaires, comme "Der Zweite Anfang" (Le second départ) de Remo Legnazzi, sur les Tessinois émigrés en Californie, confrontés aux nouveaux immigrés mexicains, ou, encore, "La facture d'orgue" de F. G. A un prochain article, peut-être.

F. G.

Le mouvement ouvrier anglais et le Parti travailliste

Le Labour a pour la classe ouvrière une signification analogue à celle des PS de l'Allemagne de l'Ouest, des pays scandinaves et de la Suisse. Leur capacité de diriger le mouvement ouvrier — ou de ne pas le diriger mais bien de le freiner — n'est pas fondamentalement remise en cause par d'autres partis. Il en découle que des modifications dans de tels partis ont une grande importance, car elles constituent des signes politiques pour la classe. Toutefois le Parti travailliste a, au-delà de ces ressemblances, un aspect particulier. Il ne s'est constitué qu'en 1910 sous la pression d'une politisation croissante des puissants syndicats anglais, qui ne voulaient plus de la tutelle des partis bourgeois.

Ainsi dès sa naissance, le Labour a été essentiellement le parti des syndicats. Ceux-ci sont toujours aujourd'hui membres collectifs du parti, et disposent d'une influence massive dans tous ses congrès. Les directions syndicales disposent dans les congrès d'immenses brassées de voix, correspondant au nombre de leurs membres. Cette situation a toujours rendu le Labour très ouvert aux pressions de la base.

Les organisations propres du parti n'ont qu'une influence limitée. La fraction parlementaire du Labour, souvent soutenue par la bureaucratie syndicale, joue — ou du moins joua — le rôle du frein aux pressions de la base. Les parlementaires sont également regroupés dans une seule organisation, membre collectif du Labour. Cette organisation avait jusqu'à présent un pouvoir prééminent. Elle pouvait, dans une large mesure, choisir le chef du parti, le candidat au poste de premier ministre ainsi que la politique du parti.

La droite du Labour a la victoire des Conservateurs sur la conscience

Lorsqu'au début des années 70 le gouvernement bourgeois tenta d'appliquer son programme de crise et d'enchaîner les syndicats, les grèves le renversèrent.

En 1974 le gouvernement conservateur fut obligé d'admettre qu'il n'était plus en mesure de gouverner le pays contre la volonté des salariés et donc forcé de démissionner. La victoire du Parti travailliste avait soulevé de grands espoirs parmi les travailleurs. On espérait, de manière générale, que le poids de la crise serait enfin allégé.

Mais il n'y eut aucun allègement. Le gouvernement travailliste de Callaghan ne fit que reprendre la politique des conservateurs. Les directions syndicales acceptèrent sans hésitations les limites qui leur étaient imposées par leur propre gouvernement, malgré la combativité des travailleurs qui aurait pu leur faire craindre pour leurs strapontins bureaucratiques.

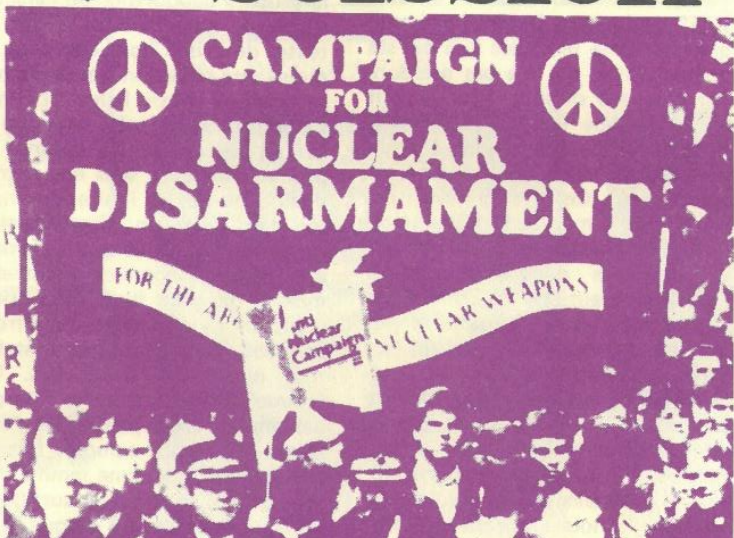
Ainsi l'on vit le chômage et l'inflation croître, les entreprises se fermer et le niveau de vie de larges couches de travailleurs baisser. Seules les couches fortement organisées sur le plan syndical purent résister.

Cette basse trahison du gouvernement travailliste entraîna un désintérêt et un découragement largement répandus dans la classe ouvrière. C'est ainsi que l'ultra-conservatrice Mme Thatcher — la "dame de fer" — put gagner les élections et mettre en oeuvre une véritable politique de provocation contre la classe ouvrière. La direction du Labour resta passive — elle avait déjà assez de cadavres dans le placard et n'avait plus aucune crédibilité. Malgré tout la classe ouvrière ne se tint pas tranquille.

Le 24 janvier et pour la troisième fois en une année s'est tenu le congrès du plus grand parti ouvrier anglais, le Labour Party (Parti travailliste). Le congrès a sanctionné l'évolution rapide qui s'est manifestée depuis 1979. La gauche du parti a complètement réussi sa percée dans la mesure où son dirigeant, Benn, va pouvoir prendre la tête du parti. Immédiatement après la fin du congrès, les dirigeants de la droite du parti annonçaient la fondation d'un nouveau parti, social-démocrate. Ces événements ont une très grande importance pour l'ensemble du mouvement ouvrier anglais, car, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, la direction et le programme du Labour donnent des indications politiques claires permettant de le sortir des ornières syndicales où les coups durs des conservateurs l'avait emporté.

Congrès du Labour Party anglais

Tournant à gauche et scission



A l'appel de la gauche du Labour Party, entre autres, plus de 80 000 personnes manifestent à Londres contre l'installation de missiles atomiques en Grande-Bretagne.

Les préparatifs du mouvement ouvrier

Sous les coups de balai énergiques de Lady Thatcher, la Grande-Bretagne atteignit de tristes records. Elle utilisa habilement la faiblesse du mouvement ouvrier — la droite du Labour — et frappa durement. Pour la première fois depuis les années trente, le chômage dépassa les 2 millions, croissant de plus de 20 o/o en trois mois. L'inflation s'envola au-delà des 25 o/o et les salaires commencèrent à fondre de manière correspondante. Toutes les tentatives de ripostes syndicales se heurtèrent à l'inflexibilité politique de Thatcher, qui tenait fermement le patronat dans ses rênes. Dans plusieurs syndicats les directions durent, en conséquence, faire face à d'âpres critiques, car elles continuaient à soutenir les propositions du Labour visant à retrouver une santé économique par une cure d'austérité. Toutefois déjà au congrès de l'organisation faïtière des syndicats — le Trades Union Congress (TUC) — de septembre 1978 un tournant se dessina. Pour répondre à la pression de la base dans les différentes fédérations syndicales, la direction

du TUC décida de soumettre au congrès un programme de lutte unitaire, qui toutefois s'adressait surtout à un futur gouvernement travailliste. Tout le monde attendait que l'on mène une lutte politique centralisée contre le gouvernement Thatcher — mais la direction du Labour et sa ligne politique barraient le chemin.

Le chemin de la victoire pour la gauche travailliste

Depuis les années 50 il existe des nuées d'oppositions de gauche dans le Labour. Leurs figures les plus connues furent dans leur majorité associées à la direction du parti après la victoire électorale du Labour en 1974 et perdirent tout prestige.

La gauche actuelle s'est constituée sous de tout autres auspices.

La gauche ne commença pas à s'organiser sur le plan parlementaire, où elle avait une certaine tradition qui s'effondra sous le gouvernement Callaghan. Pour la première fois elle s'est organisée dans les "constituencies", les organisations de base du parti dans les communes, qui commencèrent à agir sur des bases combatives.

C'est à cette époque que les droitières hurlèrent à l'infiltration trotskyste dans le parti. Il est certain que les trotskystes étaient devenus un point de référence pour les militants du parti. Mais la gauche fit un pas encore plus important avec l'évolution des syndicats. Déjà sous le gouvernement Callaghan le mécontentement des syndicalistes à l'égard de leurs directions, qui se montraient bien molles vis-à-vis du gouvernement, s'était amplifié. Ces mécontentements débouchèrent sur de véritables débordements lorsque le gouvernement conservateur persista dans ses attaques. Des syndicats importants comme l'AUEW (métallurgie), TGWU (transports) prirent un cours plus combatif. Dans le NUM (mines) un changement de direction s'annonce qui devrait amener à la tête du syndicat le célèbre militant de gauche Arthur Scargill.

Cette nouvelle orientation des syndicats est déterminée non seulement par des questions économiques importantes — la lutte contre le chômage et la chute des salaires —, mais aussi par des questions politiques comme l'avortement et les dépenses d'armement dans lesquelles le gouvernement Thatcher s'engagea avec une brutalité toute conservatrice.

La gauche travailliste et son dirigeant le plus connu, Tony Benn, ont reconnu l'importance de cette évolution et y participèrent avec succès. Benn et d'autres ont régulièrement soutenu les syndicats dans leurs luttes. Aussi ont-ils de manière conséquente soumis au Congrès travailliste le programme de lutte des syndicats comme programme du parti.

La gauche a également réalisé qu'un tel programme n'avait aucune signification aussi longtemps que la politique réelle du parti pouvait être déterminée par le PLP — le groupe parlementaire travailliste. C'est pourquoi elle décida d'aller plus loin et de mener le combat pour un changement de direction dans le parti. Les premiers jalons ont été posés lors du congrès de janvier.

La direction du parti devra donc être maintenant élue selon une nouvelle procédure qui assure aux syndicats 40 o/o des voix et 30 o/o des voix aux parlementaires et aux organisations de base du parti. Le président du parti qui normalement est également le premier ministre papable pourra être révoqué en tout temps. La ligne du parti est ainsi déterminée d'avantage par la base que par la fraction parlementaire, car le pouvoir de changer en tout temps de direction est devenu un droit.

Dans ces conditions la prise du pouvoir dans le parti par la gauche n'est plus qu'une question de temps et pourrait bien se situer lors du prochain congrès en automne 1981.

La droite du parti compte sur l'appui de la bourgeoisie

La droite du parti, représentée par quatre anciens ministres, a démontré dans son activité au gouvernement qu'elle se comprenait tout à fait comme force d'appoint de la bourgeoisie.

De même sa constitution en une communauté de travail social-démocrate devant organiser la scission est entièrement dirigée vers la bourgeoisie.

Au sein de la bourgeoisie, y compris dans le parti conservateur, de larges cercles sont insatisfaits du cours adopté par Mme Thatcher, qui entraîne des difficultés économiques et surtout une polarisation dangereuse autour de la gauche dans le Labour. Ces milieux

espèrent beaucoup d'une modification du système bipartite anglais. Leur principale idée est de transformer le système électoral à règle majoritaire en un système à la proportionnelle, qui permettrait à un parti du centre de défendre ses chances. La droite du Labour place ses espoirs dans ces milieux de la bourgeoisie. Elle espère être récompensée de ses bons et loyaux services par l'octroi de la direction d'un nouveau parti. Elle pourrait même mettre dans la corbeille de ce mariage rebutant quelques bureaucrates syndicaux apeurés, qui disposent toutefois encore d'une certaine base.

Cependant, la polarisation croissante de cette période de crise rend cette tentative hypothétique. Plus la confrontation s'accroît entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, plus les chances d'un parti jouant les entremetteurs se réduiront.

Portée et limites de la victoire de la gauche travailliste

Le succès de Benn ne réside en aucun cas dans la perspective d'un changement gouvernemental rapide. Et l'annonce de la scission a déjà certainement fait perdre des voix au Labour.

Mais son nouveau programme et la préparation d'une campagne de mobilisation effective ont augmenté les chances pour le mouvement ouvrier de sortir de sa prostration et de sa perplexité.

Les victoires de la gauche agissent déjà maintenant comme autant de signaux indiquant qu'une lutte politique est possible. Même si aujourd'hui cette lutte n'est pas encore soutenue et acceptée par l'ensemble de la classe ouvrière, elle a de fortes chances, dans les mois et les années à venir de recueillir l'adhésion de la majorité de la classe. La crise et la politique offensive de Thatcher ne laissent pas beaucoup d'autres choix, si l'on ne veut pas tout simplement abandonner le combat.

Sans vouloir restreindre la portée de cette victoire, il faut cependant voir aussi les limites de cette gauche travailliste.

Elles résident d'abord dans la nature du Labour Party. Car ce colosse n'offre, malgré les progrès de sa démocratisation, que peu de possibilités pour une confrontation interne démocratique au cours de la lutte quotidienne. De larges cercles du parti ont rallié l'étendard de la gauche pour des raisons purement opportunistes; ils essaieront cependant de multiplier les chausse-trapes.

Tony Benn lui-même a suivi le même chemin, ne se rangeant à la gauche qu'une fois sa carrière ministérielle devenue incertaine.

La deuxième limite provient du programme du parti, qui correspond à une conscience largement répandue mais qui sera de peu de secours lors de confrontations plus dures, qui peuvent être très proches. Il ne contient quasiment pas de propositions réalisables dans la lutte extra-parlementaire ou extra-gouvernementale contre un gouvernement bourgeois.

Cependant, malgré ces limites, la victoire du mouvement ouvrier est réelle. La section britannique de la IV^e Internationale, l'International Marxist Group, s'est déclarée prête à travailler avec le Labour Party pour la réalisation de ces objectifs. Nos camarades considèrent ce travail en commun comme une possibilité pour l'ensemble du mouvement ouvrier d'enrichir par la pratique quotidienne son programme et d'avancer ainsi sur la voie d'une victoire complète.

Karl Brunner